



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

24/02/2020

Direction générale du Budget et des Finances

P16

2020 : Relever le défi du basculement au budget programme

François Amichia, ministre de la Ville

P3

“ La question de la ville est devenue aujourd’hui primordiale ”

Participation de la Côte d’Ivoire au Sia 2020

P6

Kobenan Kouassi Adjoumani explique les enjeux

P4-5

Unité de montage de véhicules de la Sotra

P9

Les premiers kits d’assemblage réceptionnés

Rhdp

Souleymane Diarrassouba sensibilise les coordinations des enseignants de Yamoussoukro

La majorité présidentielle, qui a fait l'option de la proximité, continue de mobiliser ses troupes sur le terrain.



Le ministre Diarrassouba Souleymane en compagnie des enseignants membres de l'union. (PHOTOS:DR)

Le ministre Souleymane Diarrassouba, coordonnateur régional du Rhdp dans le district autonome de Yamoussoukro, a procédé à l'investiture officielle, le 22 février à la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, des trois coordinations de l'Union des enseignants Rhdp. Il s'agit de la coordination Ue-Rhdp d'Attégouakro, de Yamoussoukro, ainsi que de la coordination régionale de l'Union des enseignants Rhdp du district autonome de Yamoussoukro.

Cette cérémonie qui a eu lieu en présence de Kouyaté Abdoulaye, président national de l'Ue-Rhdp et chef de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, était doublée de la rentrée politique de la coordination régionale.

En sa qualité de parrain de cette double cérémonie, Souleymane Diarrassouba a notifié aux enseignants qu'à l'instar des femmes et des jeunes, ils représentent un maillon essentiel du dispositif politique du Rhdp. C'est pourquoi, il les a engagés à plus de responsabilité. Notamment à travers leur participation dans les débats publics, en informant les militants, les élèves et les populations.

Le ministre Diarrassouba a également indiqué aux membres des coordinations Ue-Rhdp, qu'ils seront sollicités pour la formation des militants, en vue de leur permettre de bien maîtriser les textes du parti et avoir des connaissances sur la citoyenneté.

Mais au-delà de tout, le défi majeur pour le coordonnateur

régional du district autonome de Yamoussoukro reste la problématique de l'identification et de la mobilisation des nouveaux majeurs. Un rôle qui, selon lui, est dévolu aux enseignants qui demeurent, selon lui, des personnes ressources dans les bureaux de vote le 31 octobre 2020. Ce, d'autant qu'ils constituent 80% des membres des cellules électorales.

« Vous êtes au début, au milieu et à la fin du processus. Vous êtes le maillon fort et toute la coordination attend beaucoup de vous », a-t-il insisté. Souleymane Diarrassouba a invité les enseignants à recruter locale-

ment, la majorité des enseignants du district autonome de Yamoussoukro, depuis le préscolaire jusqu'aux lycées et collèges, et même les stagiaires des Cafop. « En plus de l'organisation administrative, nous voulons que l'Ue-Rhdp soit une structure agissante qui, par ses actions, permet d'élargir la base du Rhdp sur tout le territoire du district autonome de Yamoussoukro », a-t-il recommandé. Pour sa part, le président Kouyaté Abdoulaye a précisé aux enseignants qu'ils ont deux missions essentielles. La première, qui est politique, va consister à recenser toutes les écoles de leur ressort,

connaître leur nombre exact à l'effet de les courtiser et les recruter pour les impliquer dans le processus électoral. La seconde consiste en la protection de l'école. Il s'agit d'assurer la surveillance des écoles, car selon lui, aucun enseignement ne peut être dispensé dans un environnement d'insécurité. Au nom des enseignants, Koffi Kouamé Ulrich, 3e vice-président de la coordination régionale Ue-Rhdp, s'est engagé à exécuter toutes les instructions pour une victoire éclatante du Rhdp dans le district autonome de Yamoussoukro ■

N'DRI CÉLESTIN

Des ex-soroistes s'engagent pour la victoire du parti



Coulibaly Naban (au micro), président du Réseau des volontaires du Rhdp. (Ph : Dr)

Le centre culturel d'Abo-bo a abrité une cérémonie de présentation du Réseau des volontaires du Rhdp (Rvr). Il s'agit d'un regroupement d'associations et Ong de la société civile, initialement proches de Guillaume Soro, ex-président de l'Assemblée nationale. Selon Coulibaly Naban, le président, cette plateforme a décidé de déposer ses valises chez les houphouëtistes, à cause « du travail remarquable » qu'abat le Président de la République, Alassane Ouattara, dans le cadre du développement de la Côte d'Ivoire. En outre, au nom de ses camarades membres du mouvement, il a condamné « les agissements de son ancien mentor » qu'il trouve « dépassés par

les événements ».

En plus d'avoir affirmé leur adhésion aux idéaux du Rhdp, le chef du Rvr a affirmé qu'il entend mettre tout en œuvre « pour la victoire du Rhdp à toutes les élections, singulièrement à la présidentielle de cette année ». La stratégie pour y arriver, c'est de « ratisser large, en fédérant toutes les énergies des membres des fédérations, Ong et associations des jeunes et des femmes de la société civile, notamment, ceux qui œuvrent pour le développement du pays », a souligné le porte-parole, Méité Abdouramane, par ailleurs vice-président. « Le Rhdp est le parti par excellence qui rassemble toutes les couches socio-professionnelles », a-t-il indiqué, en exhortant toutes les associations à rejoindre le groupe.

Au cours de la cérémonie, le Rvr a également procédé au lancement d'un projet intitulé « Ado 2020 ». Ce projet a été matérialisé par la remise de bons de formation et de perfectionnement à trente associations membres de ce mouvement. Dans le même sens, une autre initiative, dite « Hambak-Agro » a été aussi présentée aux associations qui ont effectué le déplacement. Il permettra aux jeunes d'être formés en agro-industrie.

Le secrétaire exécutif a, pour sa part, présenté le Rvr comme un mouvement national qui compte des démembrements dans les communes d'Abidjan et dans toutes les régions du pays. Il est doté, entre autres, d'un secrétariat exécutif, d'un haut Conseil et d'un Conseil consultatif. Il a indiqué que ce mouvement a vu le jour en octobre 2019 ■

ABOUBAKAR BAMBA

MARCEL APPENA

La Coordination départementale de Kouto investie

A l'instar des délégations communales et sous-prélectorales de Kasséré et Boundiali, le coordonnateur principal du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) dans la Bagoué, le ministre Bruno Nabagné Koné, a officiellement investi le 22 février, la délégation départementale de Kouto au siège local du parti. Plusieurs centaines de militants ont assisté à cette cérémonie qui a été l'occasion pour Bruno Koné de communier avec la base, mais aussi de mettre en mission les responsables des structures locales du Rhdp nouvellement installés. « Maintenant, vous êtes officiellement mis en mission par la présidence du parti. Il vous appartient de mériter la confiance placée en vous par le Président



Bruno Koné a invité les nouveaux délégués à mériter la confiance placée en eux.

de la République Alassane Ouattara et le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, en faisant en sorte que la victoire du Rhdp, ici, soit des plus écrasantes en octobre 2020 », a-t-il déclaré. Bruno

Koné a également invité les délégués départementaux à être fiers du bilan du parti au pouvoir et de le répéter partout pour convaincre les plus sceptiques. « En plus de 40 ans d'indépendance, il n'y

avait pas un seul kilomètre de bitume ici à Kouto. Mais en seulement dix ans, le RHDP a fait passer le bitume d'ici jusqu'à Tingrela. C'est ce bilan qui fait peur à l'opposition », a-t-il souligné.

Pour sa part, le délégué départemental, Djakaridja Bamba, député suppléant de Kouto, a témoigné de la vitalité et de l'engagement des membres de sa délégation, qui ont déjà réussi à « recenser plus 2400 nouveaux majeurs » et « augmenter le nombre de délégations de base, passées de 24 à 56 dans la Bagoué ». En outre, Djakaridja Bamba a promis d'en faire davantage avant les élections présidentielles de 2020 qu'il voit le Rhdp remporter, avec un score dépassant les 90% des suffrages exprimés ■

François Amichia, ministre de la Ville

"La question de la ville est devenue aujourd'hui primordiale"

La motivation à la base de la création du ministère de la Ville, les rencontres d'Abidjan sur les villes durables avant le Sommet Afrique-France de Bordeaux, les commodités de la ville durable, etc. sont autant de préoccupations que soulève ici le ministre en charge de la Ville.

Depuis le 18 juillet 2018, vous avez été nommé à la tête du ministère de la Ville. Qu'est-ce qui a motivé la création de ce département ?

Seul le Président de la République peut donner les raisons exactes qui ont motivé la création d'un ministère dédié spécifiquement à la ville. Mais, le constat, c'est que 51% de la population ivoirienne vit en milieu urbain. On a donc une population qui devient de plus en plus citadine. Deuxième constat, nos villes ont connu une croissance exponentielle, mais n'ont pas eu une urbanisation maîtrisée et la planification n'a pas suivi non plus. Du coup, des villes s'étendent à perte de vue, avec comme conséquence, la prolifération de nombreux quartiers précaires et bidonvilles, pour la simple raison que les services sociaux de base n'ont pas suivi. On se rend compte qu'une ville comme Abidjan, forte de trois millions d'habitants au début des années 2000, culmine aujourd'hui à plus de six millions d'âmes. C'est ce désordre, en plus du manque de planification et en l'absence d'une réelle politique d'harmonisation, qui a poussé le Chef de l'État à demander au Premier ministre de créer un ministère de la Ville. Nous sommes honorés de pouvoir occuper ce poste. Mais en même temps, nous mesurons l'ampleur de la tâche.

Cela suppose que votre mission consiste à concevoir la politique de la ville. A juste titre, mercredi dernier en Conseil des ministres, le gouvernement a adopté une politique nationale. Quels sont les grands axes de cette politique ?

Il s'agit là d'une question importante. Lorsque nous avons été nommés, il nous fallait définir une politique nationale de la ville. Nous avons donc organisé un séminaire, au mois de juin 2019. Cette rencontre a regroupé les différents départements ministériels qui ont en charge, une partie des attributions du développement urbain, en plus des experts et des techniciens de pays amis et frères, où l'expérience a déjà été concluante. Au bout de trois jours de réflexion, nous avons ficelé un projet qui a été partagé aux autres membres du gouvernement qui ont apporté leurs observations, arbitré quelquefois par le Premier ministre.

Le document final est passé en conseil de gouvernement, avant d'être adopté en Conseil des ministres.

Ce qui nous donne aujourd'hui une feuille de route qui va nous permettre de travailler en collaboration avec les autres départements ministériels, étant entendu que le département de la ville est avant tout, transversal. A ce titre, le premier principe que nous avons adopté, c'est que la question de la ville soit traitée en interministérielle. Deuxième chose, pour montrer la volonté du gouvernement de réussir cette politique, il a été décidé de la création d'un Conseil présidentiel de la ville. Et puis troisièmement, il faut que des moyens conséquents soient dégagés par l'État, et qu'en sus, il permette au ministère de la Ville de trouver des moyens additionnels auprès du secteur privé, étant donné que la ville fait intervenir tous les acteurs, aussi bien le public, les populations, les collectivités territoriales que le secteur privé.

Ce sont-là, les recommandations fortes de cette politique nationale. Restent les différents axes stratégiques qui doivent être déclinés, pour permettre à chaque acteur de savoir le rôle qu'il devra jouer dans le processus de mise en œuvre de la politique nationale de la ville.

L'actualité de votre ministère est dominée par l'organisation, les 27 et 28 février, des Rencontres d'Abidjan sur les villes durables. Ces assises se tiennent en prélude au 28e Sommet Afrique-France, à Bordeaux. Pourquoi ce pré-sommet ?

Depuis quelques années, aussi bien au niveau du Système des Nations unies, des regroupements régionaux que des États, la question de la ville est devenue aujourd'hui primordiale. Je disais tantôt qu'en Côte d'Ivoire, ce sont plus de 51% de la population qui vivent en ville. Mais dans bien d'autres pays, cette proportion peut atteindre 60%. Ce problème est donc crucial. La ville est une entité traversée par les problèmes d'éducation, de santé, de trafic routier, de résilience, de changement climatique, énergétique. Par conséquent, il faut avant tout anticiper. Le Président Emmanuel Macron, au cours de sa visite à Ouagadougou, en 2017, avait indiqué que le prochain



Alors que faut-il faire pour prévenir ces fléaux ? C'est lorsque toutes ces conditions sont réunies qu'on peut parler de ville durable.

Abidjan, tout comme beaucoup de villes africaines est bâti avec des bidonvilles. Dans ces cas spécifiques, que faut-il faire pour réussir la mise en œuvre de la politique nationale de la ville ?

Les villes sont construites sur la base d'interdits. Notre principe au niveau du ministère de la Ville, c'est l'interministérielle qui fait intervenir les départements de la construction, de l'urbanisme, de la salubrité, de l'assainissement... Il faut intervenir également les consommateurs et les maires. Pour la campagne de sensibilisation, nous ferons intervenir les maires, les associations de consommateurs, les Ong du secteur... De sorte à rattraper ce qui peut être rattrapé. Mais, il est évident qu'on ne peut pas faire du neuf sur de l'ancien. Il va donc falloir détruire les bâtiments de ceux qui ont construit sans avoir respecté les règles d'urbanisme. Depuis l'indépendance en effet, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un certain nombre de textes réglementaires, en matière d'urbanisme. Ceux qui les ont respectés, il faudra rentrer en discussion avec eux, pour voir comment les réadapter dans un monde nouveau. Mais ceux qui ne l'ont pas fait, devront subir la rigueur de la loi.

Mais ces constructions anarchiques ne se limitent pas à la seule ville d'Abidjan, même si elle est la ville phare du pays. Il y a les villes secondaires et intermédiaires, où on peut, d'ores et déjà, expérimenter ce que nous préconisons. Autour d'Abidjan, on a de nouvelles villes comme Songon qui sont en train de se créer. Alors à ce niveau, qu'est-ce qu'on peut bien expérimenter, pour répondre à la qualité de ville durable ?

Ce sont toutes ces préoccupations que nous allons mettre sur la table pour discuter. Avec des architectes, des urbanistes, des experts immobiliers, le gouvernement et l'ensemble de tous ses membres. Tout comme le secteur privé qui, dans son domaine, dispose de solutions innovantes pour la ville durable ■

RÉALISÉE PAR
GERMAINE BONI
COLL. MARCEL APPENA

Sommet Afrique-France qui se déroulera à Bordeaux en France, sera dédiée à la ville et aux territoires durables.

De ce fait, après la création du ministère de la Ville, nous avons pris contact avec les autorités françaises, particulièrement avec l'ambassadrice Stéphanie Rivoal, qui est la Secrétaire générale de l'Organisation du Sommet Afrique-France 2020, pour voir exactement les modalités de participation à ce séminaire. Au cours des discussions, pour aller à ce rendez-vous du donner et du recevoir, la Côte d'Ivoire a cru qu'il serait peut-être bon de faire inscrire dans le calendrier officiel préparatoire, cette rencontre.

Le Sommet Afrique-France est par excellence une rencontre des Chefs d'État. Mais, parallèlement, il y aura des réunions qui regrouperont des ministres, des maires, les acteurs du secteur privé qui interviennent dans la ville, des Ong, etc. Faut-il se rendre à Bordeaux en rang dispersé, avec des voix discordantes ? Non ! Car, nous avons estimé que la meilleure méthode, c'est de parler d'une seule et même voix. Nous avons alors rencontré des experts des pays frères qui ont accepté de venir ici à Abidjan, de telle sorte que ministres, experts, maires, secteur privé, techniciens, partenaires techniques et financiers, nous puissions dégager des solutions innovantes, afin de les

transmettre aux Chefs d'État qui pourront défendre ces positions au Sommet. C'est une plateforme du donner et du recevoir. Et donc, chacun des pays doit venir avec ses propositions pour ne pas que des points de vue soient imposés. Dans la mesure où chaque ville est spécifique. Et que chaque continent a ses propres réalités qu'il faut pouvoir adapter.

Tous les pays africains sont-ils attendus à Abidjan ?

Nous avons voulu circonscrire cette rencontre aux pays de l'Afrique francophone. Mais avec la présence de certains pays lusophones, à l'instar de la Guinée-Bissau, qui ont accepté d'être présents.

Vous avez dit tantôt qu'il faut aller au Sommet de Bordeaux, en parlant d'une seule voix. Quelles sont les positions que les pays africains vont défendre ?

C'est l'objet des deux jours de réflexion que nous aurons ici, à Abidjan, les 27 et 28 février. Ce sera en présence des experts et des ministres. La Côte d'Ivoire pourra faire des propositions au niveau des élus locaux, puisque l'Uvico et l'Adci sont conviés. Les acteurs du secteur privé qui interviennent dans le domaine du bâtiment (architectes, urbanistes...) pourront apporter également leurs contributions. C'est l'ensemble de toutes ces préoccupations qui vont déboucher sur ce que

nous appellerons la déclaration d'Abidjan. Cette déclaration sera remise au Président Alassane Ouattara qui, à son tour, discutera avec les Chefs d'État de l'espace Uemoa, en sa qualité de Président en exercice de cette institution. C'est le document final qui sera porté à Bordeaux, dans le mois de juin.

Vous parlez de plus en plus de ville durable. Que faut-il entendre par là ?

Pour définir cette réalité, chacun y va de sa conception. En ce qui nous concerne, en tant que ministère de la Ville, il faut entendre par ville durable, la ville intelligente, productive, inclusive ; c'est la ville verte, résiliente. C'est l'ensemble de toutes ces réalités qui permettent de dire qu'on vit dans une ville durable. La ville inclusive, c'est de faire en sorte que chaque citadin, chaque citoyen se sente à l'aise dans la ville. C'est-à-dire qu'il a, à sa disposition, tous les services sociaux de base : école, santé, espaces culturels et sportifs. Dans la ville verte, il faut pouvoir respirer, bénéficier d'oxygène, il faut que nos gestionnaires des cités sachent qu'ils doivent des espaces pour des parcs, des jardins. Ville intelligente suppose qu'il y ait de la connectivité dans tous nos espaces urbains.

Et que chaque citoyen puisse bénéficier de la connectivité, de l'intelligence artificielle. Ville résiliente, à Abidjan, on a connu des cas d'inondation.

• Présidentielle, réconciliation, Cpi, mandat d'arrêt contre Soro ...

Les réponses sans détours du Premier ministre



Le Chef du gouvernement a évoqué toutes les questions avec les médias nationaux et internationaux lors de sa conférence de presse bilan. (PHOTO : HONORÉ BOSSON)

Le Premier ministre s'est soumis hier, comme chaque année, à une conférence de presse-bilan. Objectifs : faire la rétrospective, montrer les initiatives en cours et dégager les perspectives sur la marche du pays. Outre les médias conviés à l'auditorium de la Primature où ont eu lieu les échanges, les membres du gouvernement ont joué à fond la solidarité gouvernementale, par une présence massive aux côtés du chef du gouvernement. Le grand oral d'Amadou Gon Coulibaly a attiré également présidents d'institution, dirigeants d'entreprises publiques et privées, diplomates, partenaires techniques et divers autres acteurs attentifs à l'action gouvernementale. Le Premier ministre aurait préféré passer des heures à expliquer comment le gouvernement va « amplifier la dynamique » contre la pauvreté. Il aurait aimé se concentrer sur les « avancées extraordinaires », à dire comment la Côte d'Ivoire arrivera à 80% du taux de couverture en électricité en 2020 ou comment l'État compte

hisser à 75% le taux de satisfaction des besoins en eau. En cette année électorale, il n'a pas été épargné par les questions plus ou moins vicieuses, à relents politiques. Comme par exemple, cette arlésienne sur sa possible ambition présidentielle. Évidemment, Amadou Gon Coulibaly qui a déjà « trop à faire » n'y pense pas et il renvoie tout le monde en juin, à la convention de son parti, le Rhdpc. Les avocats de la Côte d'Ivoire à la Cpi, le mandat d'arrêt contre l'ancien président de l'Assemblée nationale, le dialogue politique sur le code électoral se sont invités au rendez-vous. Tant qu'à faire ! Alors que font les avocats de la Côte d'Ivoire à la Cpi, si l'État ne les a pas commis ?

« C'est une mauvaise compréhension », a répondu Amadou Gon Coulibaly. Les crimes ayant été commis sur le sol ivoirien, qui imaginerait la Côte d'Ivoire absente à un procès sur la crise postélectorale ivoirienne qui a fait 3000 morts ? Toutefois, la ligne directrice du gouvernement est de laisser la justice faire

son travail et de ne pas s'y mêler. Ainsi, « les avocats prennent leurs responsabilités en fonction du déroulement du procès ». Le mandat d'arrêt en cours contre l'ancien président de l'Assemblée nationale n'aurait-il pas pour but de couper l'herbe sous les pieds de ce dernier qui a déjà annoncé qu'il sera candidat à la présidentielle d'octobre ?

À cette question, le Premier ministre répond par un autre : « Et si la personne concernée, sachant ce qu'elle sait, s'est précipitée en disant qu'elle serait candidate, pensant que ce serait un élément de protection ? » À chacun sa conviction. Amadou Gon Coulibaly a, lui, la conviction que la présidentielle du samedi 31 octobre prochain sera

apaisée. À l'image de 2015. « Ne nous faisons pas peur. La Côte d'Ivoire est promise à un bel avenir, j'en suis sûr (...) il ne sert à rien de vouloir tendre artificiellement l'atmosphère », exhorte-t-il. Le chef du gouvernement met en doute la bonne foi de ceux qui doutent encore de l'effectivité de la réconciliation nationale. Lui qui a parcouru récemment le

Gbôklé, le Guémon, le Cavally, le Gô et la Nawa, pour ne citer que ces régions, sait que « les populations vivent ensemble », à l'Ouest comme au Sud et dans les 31 régions du pays. C'est aux acteurs politiques, selon lui, qu'il revient de « changer de langage ». Le ton, dit-on, fait la chanson ■

BENOIT HILI

• Le gouvernement met tout en œuvre pour la transparence de la présidentielle

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a assuré le 20 février 2020, au cours d'une conférence de presse à Abidjan, que le gouvernement travaille à l'organisation d'un scrutin présidentiel transparent, juste et équitable, le 31 octobre prochain. Selon le Chef du gouvernement, les défis identifiés sont de « garantir les meilleures conditions d'organisation pour les prochaines échéances électorales et d'assurer des conditions optimales pour des élec-



tions libres, transparentes et apaisées». Amadou Gon Coulibaly a appelé à nouveau au sens de la responsabilité de chacun. Car, a-t-il ajouté, il n'existe aucune alternative à la nécessité de tout mettre en œuvre pour consolider la paix et la cohésion sociale. « Les enjeux politiques ne seront en aucun cas un obstacle à la construction de notre pays et ce, pour le bien des générations futures », a assuré le Chef du gouvernement ■

SOURCE : PRIMATURE

- Accès à l'électricité, eau potable, logements

Les assurances d'Amadou Gon Coulibaly

Dans son grand oral, le Premier ministre a abordé des sujets qui préoccupent les Ivoiriens. Notamment, l'accès à l'électricité, l'eau potable, aux logements décentes. Très à l'aise face aux journalistes, Amadou Gon Coulibaly a décliné les actions menées par le gouvernement et les défis à relever. Concernant le secteur de l'électricité, de janvier à décembre 2019, 919 localités du pays pour un objectif de 917 ont été électrifiées dans le cadre du Psgouv, faisant passer le taux de couverture à 69% à fin 2019, contre 35% en 2011, a laissé entendre Amadou Gon Coulibaly. « C'est extraordinaire, l'engagement qui a été pris pour électrifier les villages de plus de 500 habitants sera tenu à la fin de l'année 2020. Il nous restera environ 1700 villages à électrifier pour avoir une couverture totale du pays. (...) En 2011, le nombre d'abonnés en électricité était estimé à 1 million, aujourd'hui nous sommes à 2 millions 400. Preuve qu'en 8 ans, le nombre d'abonnés en électricité est largement supérieur à ce que nous avions. Ce résultat est au-delà de toute attente », a dit fièrement Amadou Gon Coulibaly.

Sur la question de l'accès à l'eau potable des populations, le Premier ministre s'est voulu rassurant. Les plaintes des populations concernant les pénuries



Le gouvernement à travers le Premier ministre a renouvelé sa volonté d'accélérer la cadence des actions sociales.

et coupures d'eau dans les communes et quartiers d'Abidjan seront de vieux souvenirs, bientôt. Il a annoncé à cet effet un investissement de 44 milliards de

F Cfa avec la Sodeci, pour régler la question d'approvisionnement en eau potable, dans 6 mois. « Il faut trouver une solution à la vétusté de la canalisation. Dans les quartiers, il faut créer des

réseaux d'extension; nous avons un investissement pour cela à Abidjan », a rassuré Amadou Gon Coulibaly. Soulignons que sur la période 2011-2018, le district d'Abidjan a bénéficié de la

réalisation de douze projets majeurs, dont six traitements d'eau potable portant à 21 le nombre de production d'eau potable. La capacité de production au sein des villes de l'intérieur est passée de

79655m3/jour en 2011 à 131 568m3 en 2018. Pour ce qui est des logements sociaux, il a reconnu humblement que davantage d'efforts doivent être faits pour permettre aux Ivoiriens d'avoir accès à des logements décentes. « S'agissant du logement social, nos objectifs étaient beaucoup plus importants. Mais nous n'avons pas pu les atteindre. Cependant, pour 2019, nous avons pris l'engagement de faire en sorte que les deux cités (Bingerville et Abo) soient fonctionnelles et elles le sont, aujourd'hui », a-t-il fait savoir et d'annoncer que d'autres grands projets sont en cours. Notamment avec de grosses entreprises du secteur pour produire des logements de masse afin d'améliorer les conditions de vie des populations. « A ce niveau, des discussions sont en cours, il faut passer à l'échelle », a-t-il souhaité, tout en proposant la location-vente comme solution à la problématique du logement dans le pays car, selon le chef du gouvernement, « tout le monde n'a pas la capacité de lever un emprunt pour avoir accès aux logements ». À noter que le gouvernement a lancé en 2012 le programme de logements sociaux avec pour objectif initial de construire 60 000 logements sur la période 2012-2015. Cet objectif a été porté à 150 000 logements sur la période 2016-2020 ■

EMELINE P. AMANGOUA

- Champions nationaux

Ce que prévoit le gouvernement

C'est une nouvelle qui devrait rassurer la communauté des opérateurs économiques ivoiriens. Jusqu'à fin juin 2020, la liste des 29 champions nationaux en Côte d'Ivoire devrait être connue. Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, en conférence de presse hier, à son cabinet au Plateau, a annoncé la nouvelle. « Le délai que nous nous sommes fixés sur cette question est pour le premier semestre de l'année 2020 », a déclaré le chef du gouvernement. Durant cet exercice qui a duré environ deux heures, le Premier ministre a rassuré l'ensemble des opérateurs économiques que le gouvernement travaille sans cesse sur ce dossier avec la Confédération générale des entre-

prises de Côte d'Ivoire (Cgeci), qui est le patronat ivoirien. « C'est extrêmement important. Avec le patronat, nous nous sommes accordés sur une liste, mais permettez-moi de ne pas donner la liste de ces entreprises », a déclaré Amadou Gon Coulibaly. Comme il l'a expliqué, avec le patronat, plusieurs réunions ont permis de « poser un certain nombre de problématiques » en vue du soutien de l'État aux entreprises qui seront sélectionnées. Leurs besoins, ainsi que leur situation financière, lors de ces discussions, ont entre autres été abordés, selon Amadou Gon. « Nous allons continuer tout ce travail... C'est à partir de là, un débat avec le patronat lui-même, que nous allons arriver à sélectionner des entreprises, qui, de notre point de vue méritent d'être soutenues », a expliqué le chef du gou-



Les champions nationaux seront désignés en collaboration avec le secteur privé. Ici, le président du Patronat, Jean-Marie Ackah.

vernement au cours de cette sortie à laquelle plusieurs membres du gouvernement, des représentations diplomatiques ainsi que des Partenaires techniques et financiers (PtF) ont pris part. Début octobre 2019, c'est à l'occasion de la 4e Journée nationale du partenariat (Jnp) État/secteur privé, à Abidjan, que le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, annonçait qu'une première liste multisectorielle de 29 entreprises éligibles au statut de champions nationaux a été arrêtée. Objectif : soutenir le développement du secteur privé ivoirien. Les champions nationaux, ce sont des entreprises nationales compétitives à l'international, leader dans leur domaine et potentiellement capables de participer au développement de leur pays d'origine. Elles bé-

néficient du soutien de l'État. L'objectif, pour les autorités, est de parvenir à l'éclosion de nouveaux tycoons, de faire naître de nouveaux entrepreneurs. Conscient que le privé est pourvoyeur d'emplois, et créateur de richesse, l'État accorde une priorité à ce secteur. Au cours de ces dernières années, il ne cesse de multiplier les initiatives pour le rendre encore plus dynamique dans un contexte où, sur la période 2011-2018, la croissance économique est estimée à 8% en moyenne annuelle. Moteur d'une économie moderne, compétitive et ouverte, ce secteur représente 2/3 du total des investissements, 83 % des emplois et contribue à 90% des ressources budgétaires de l'État ■

ANOH KOUAO

Participation de la Côte d'Ivoire au Sia 2020

Kobenan Kouassi Adjoumani explique les enjeux

La 67^e édition du Salon international de l'Agriculture a ouvert ses portes le 22 février à Paris Expo, Porte de Versailles.

Paris, la capitale française, est devenue depuis le 22 février, date de l'ouverture officielle de la 67^e édition du Salon international de l'Agriculture (Sia), la plaque tournante de l'Agriculture mondiale. De nombreux visiteurs parmi lesquels le Président de la République de France, Emmanuel Macron, ont pris d'assaut tôt le matin du samedi le Sia pour découvrir ou redécouvrir les curiosités agricoles dans leur diversité.

La Côte d'Ivoire, pays agricole par excellence, est présente à ce rendez-vous avec ses acquis mais aussi ses ambitions. Logé au pavillon 5/2 numéro A009 où elle a pris un stand de 364 m², dont 250 m² pour le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) et 114 m² pour le ministère des Ressources animales et halieutiques (Mrah), le premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou est l'un des pôles attractifs du Sia.

Toute la journée de samedi, les visiteurs se sont bousculés au stand de la Côte d'Ivoire pour déguster notamment des produits dérivés du cacao ivoirien et de la noix de cajou, mais aussi assouvir leur soif de découverte en posant toutes sortes de questions sur les escargots géants qui ont attiré beaucoup de monde.

Mais au-delà de faire connaître ses produits agricoles, la Côte d'Ivoire est au Sia pour bien plus. « Notre objectif en étant ici, c'est d'abord de rencontrer les opérateurs économiques et les inciter à venir en Côte d'Ivoire pour y investir », a expliqué le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, qui conduit la délégation du Minader en compagnie de son collègue des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso. La conférence qu'il prononcera le mercredi 26 février, autour du thème : « L'agriculture ivoirienne face



Le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani et son collègue Dosso Moussa (à droite) ont affiché une solidarité exemplaire, lors de la visite du stand café cacao de la Côte d'Ivoire. (PHOTOS : DAVID YA)

aux défis de la modernisation», sera l'occasion pour lui de faire connaître davantage le programme agricole de son pays et les opportunités qu'il offre en termes d'investissement.

La participation de la Côte d'Ivoire au Sia 2020 a un autre objectif majeur. Il s'agit

de mettre en œuvre une instruction du Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, Amadou Gon Coulibaly. « Le Premier ministre nous a instruit, à l'occasion de la clôture de notre salon de l'Agriculture et des Ressources animales (Sara 2019). Il nous a demandé

de commencer à préparer le Sara 2021. Pour nous, le Sara 2021 commence par le Salon de Paris où nous avons l'occasion de rencontrer les opérateurs économiques, tous les investisseurs, d'échanger nos expériences et de nous inspirer du modèle français », a expliqué le ministre Kobe-

nan Adjoumani.

Cette instruction s'adresse aussi bien à lui qu'à son collègue Moussa Dosso, avec qui il a affiché une grande complicité et une forte solidarité le temps qu'ils ont passé sur le stand Côte d'Ivoire. « Dans l'agriculture, nous avons des performances, au niveau du cacao, de la noix de cajou pour ne citer que ces deux produits où la Côte d'Ivoire est le premier producteur dans le monde. Ce que le Premier ministre nous a demandé de faire, c'est d'obtenir aussi, dans le domaine animal et halieutique, les mêmes performances », a déclaré Moussa Dosso, lors de l'entretien conjoint qu'ils ont eu avec la presse.

Le ministre des Ressources animales et halieutiques est convaincu qu'il n'y a que les échanges d'expériences et les partenariats qui peuvent les amener à donner du relief aux initiatives dans la pêche comme dans l'élevage en Côte d'Ivoire. « Ce matin, nous avons fait le tour et nous avons vu ce que la France peut offrir à la Côte

d'Ivoire mais également à nos voisins (...) Nous avons pour ambition de donner à la Côte d'Ivoire un élevage performant et un secteur halieutique également performant. Ce qui fera de la Côte d'Ivoire un pays avec une agriculture performante mais également un élevage et une halieutique performants pour l'alimentation de nos populations », a-t-il souligné.

Visite de courtoisie aux pays voisins

Dans la pure tradition africaine, le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani s'est rendu sur les stands des pays africains, notamment le Maroc, le Sénégal, le Mali, l'Algérie, pour les saluer et leur transmettre l'amitié et la fraternité des autorités ivoiriennes. Au stand du Maroc, le ministre Adjoumani a mentionné l'excellente qualité des relations entre les deux pays, et surtout le grand intérêt que le souverain chérifien accorde à la Côte d'Ivoire. « Sa majesté le Roi Mohammed VI accorde une importance capitale à tout ce qui concerne l'agriculture. Nous sommes heureux et fiers d'être ici, au stand du Maroc. Nous serons le 14 avril au Maroc pour participer au Siam qui est aussi un événement important. Nous saluons le Roi Mohammed VI parce qu'il est intervenu efficacement pour nous permettre de disposer de deux débarcadères : un à Locodjro et l'autre à Grand-Lahou. Le Roi aime son pays mais aussi l'Afrique », a soutenu le ministre ivoirien. L'ensemble des filières agricoles est représenté au stand de la Côte d'Ivoire à travers leur faitière et ou conseil de régulation. 50m² sont dédiés aux coopératives afin de leur permettre de donner de la visibilité à leurs productions.

DAVID YA

ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS



Le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani a rendu une visite de courtoisie au stand du Maroc.

La France et la Côte d'Ivoire inaugurent le hall des stands des fromages



Le ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural, Kobénan Adjoumani, et son homologue français, Didié Guillaume, ont ouvert et visité plusieurs stands de fromage. (PHOTOS : DAVID YA)

Le ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, Didier Guillaume, a co-inauguré le hall des stands des fromages avec son homologue ivoirien, le ministre de l'Agriculture et du développement rural Kobénan Kouassi Adjoumani, avant de faire le tour des stands avec lui pour découvrir et sacrifier à la traditionnelle dégustation.

C'est la première, dans l'histoire du Salon international de l'Agriculture qu'un pays étranger participe à une inauguration, a indiqué le ministre français. « Cette co-inauguration est le pacte de l'amitié entre deux ministres, le pacte de l'amitié entre deux pays et surtout le pacte du renforcement de l'amitié entre deux pays », a expliqué Didier Guillaume. Il affirme vouloir à travers cet acte rendre hommage à la grande amitié qui le lie au ministre Adjoumani, d'une part et aux liens séculaires de fraternité qui unissent la Côte d'Ivoire et la France, d'autre part. « D'abord c'est une visite d'amitié. Nous sommes amis, le ministre Kobénan Adjoumani et moi, nous travaillons ensemble et nous avons une vision de l'agriculture qui se ressemble (...) Ensuite, la France et la Côte d'Ivoire sont amies, une amitié indéfectible. Rien ne pourra couper les liens entre la Côte d'Ivoire et la

France, entre le Président Alassane Ouattara et le Président Macron. Ces liens forts entre ces deux pays doivent se concrétiser dans cette partie de l'Afrique où la France et la Côte d'Ivoire travaillent beaucoup (...) enfin cette co-inauguration ce matin, est symbole de partenariat entre nos agricultures », a déclaré Didier Guillaume lors d'un entretien avec la presse au stand de l'Afd et du Cirad, où il a accompagné son hôte pour une séance de travail après l'inauguration du hall des stands des fromages.

Le ministre français a insisté sur la volonté des deux pays d'échanger leurs expériences et leur savoir-faire dans le domaine agricole. Cette marque d'attention a été appréciée à sa juste valeur par son homologue ivoirien. « La Côte est à l'honneur puisque nous avons eu l'occasion de sillonner des centaines de stands avec le ministre de l'Agriculture et de l'alimentation de la France. L'honneur était plus grand encore puisque nous avons été associés à l'inauguration de stands des fromages. Nous avons pu déguster des fromages de qualité et d'origine diverses en compagnie du ministre français », s'est-il réjoui.

Kobénan Kouassi Adjoumani s'est félicité également de la séance de travail que le Cirad et l'Afd,

au cours de laquelle ils ont passé en revue l'ensemble des projets exécutés conjointement avec la France. « Nous avons émis le souhait de voir la France nous aider davantage à travers d'autres projets pour sédentariser les jeunes et les emmener à se détourner de l'exode », a-t-il souligné.

Par ailleurs, la séance de travail a évoqué la question de l'autonomisation

des femmes. En effet, les études montrent que lorsque les femmes ont les moyens, c'est toute la famille qui s'en trouve heureuse. « Il faut pouvoir aider les femmes à aider les familles. Il faut aussi aider les jeunes à s'installer à leur propre compte », a plaidé le ministre ivoirien de l'Agriculture et du développement rural.

Le ministre français de l'Agriculture a visité le

stand de la Côte d'Ivoire et a dégusté quelques produits locaux avant de signer le livre d'or. Il a réitéré le soutien de la France à l'agriculture ivoirienne tout en se souvenant avec plaisir de sa participation au dernier Sara.

Le 26 février sera dédié à la Côte d'Ivoire au Sia. Au cours de la journée, le ministre Adjoumani animera une conférence autour du thème : « L'agriculture ivoi-

rienne face aux défis de la modernisation ». L'agenda de la journée prévoit aussi des échanges entre le ministre, des journalistes, des bailleurs de fonds, des opérateurs économiques, les partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire dans le cadre d'un B to B.

DAVID YA

ENVOYÉ SPÉCIAL À PARIS

Développement territorial et lutte contre la déforestation Un projet de développement stratégique lancé dans le Cavally et le Béliér

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale Redd+ (Réduction des émissions de gaz à effet de serre, dû à la déforestation et à la dégradation des forêts Ndlr), le Secrétariat exécutif permanent du mécanisme, en partenariat avec le Pnud, a mobilisé, auprès de la Plateforme des gouverneurs sur le climat et les forêts, un financement pour la réalisation du projet « Développement d'un plan stratégique de production agricole durable et de restauration des paysages forestiers pour les régions du Béliér et du Cavally ».

D'un montant de 150 millions F Cfa, ce projet qui va s'exécuter sur 12 mois a été officiellement lancé le 20 février, au cabinet du ministère de l'Environnement et du Dé-

veloppement durable, au Plateau. A cette occasion, deux conventions ont été signées : un protocole d'accord entre le ministère de l'Environnement et du Développement durable et le Pnud pour instaurer le cadre institutionnel de mise en œuvre dudit projet. Et un autre protocole d'accord entre le Secrétariat permanent de la Redd+ et les Conseils régionaux du Béliér et du Cavally qui, lui, vise à faciliter l'exécution technique des activités en vue de l'atteinte des résultats. Ce projet vise à appuyer les régions du Cavally et du Béliér en vue de développer des plans stratégiques régionaux pour la gestion des ressources forestières alignées sur les objectifs nationaux de la Redd+ et de la nouvelle politique forestière. Il vise également à contribuer durablement au

bien-être des communautés locales, à la réduction de la pauvreté, à la création d'emploi et à l'autonomisation des femmes. Exprimant toute sa satisfaction pour cette grande étape que vient de franchir le projet, le ministre Séka Séka a souligné la bonne collaboration entre les différents acteurs qui aura facilité les choses. « Ce projet est le fruit d'une parfaite collaboration entre mon département ministériel, le Pnud ainsi que les Conseils régionaux du Cavally et du Béliér », a-t-il indiqué. À l'en croire, le projet permettra aux deux régions bénéficiaires de disposer, à terme, de stratégies de production agricole durable et de restauration des paysages forestiers, outils importants de planification du développement local et mobilisation de

ressources financières. Jonas Mfouatié, représentant résident par intérim du Pnud a rassuré les parties prenantes de l'engagement du Pnud à jouer pleinement son rôle pour le suivi de la mise en œuvre des activités du projet en capitalisant sur la synergie et les complémentarités avec les autres initiatives nationales de lutte contre la déforestation et le changement climatique. Les représentants des Conseils régionaux du Béliér et du Cavally quant à eux, ont salué l'avènement de ce projet qui leur permettra d'avoir des territoires réputés zéro déforestation tout en garantissant les objectifs du secteur agricole au niveau local.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Olga Djadji, présidente de la Fondation Bénédicte Janine Kacou Diagou

“ Nous voulons aider à réduire le chômage ”

La fondation Bjkd, qui soutient les jeunes en finançant les projets innovants, vient de signer un accord-cadre avec le Pnud. Un soutien qu'explique Olga Djadji, présidente de cette institution.

Que renferme exactement l'accord-cadre signé avec le Pnud ?

La signature de cet accord est le fruit d'un travail acharné, exécuté avec dévotion depuis les balbutiements de la fondation. En cela, nous suivons l'élan insufflé par la fondatrice, Bénédicte Janine Kacou Diagou, qui a fait de la notion de partage un sacerdoce, et qui a bien voulu créer une fondation afin de donner une forme légale à plusieurs années de philanthropie. Le Pnud, organisation soucieuse du bien-être des populations, a effectivement consenti à nous accompagner sur nos projets à caractère entrepreneurial, après de nombreuses démarches entreprises à son endroit. C'est ainsi que cette institution a bien voulu porter son intérêt sur notre fondation. Et nous nous en réjouissons. Cet accompagnement est de nature technique et institutionnel. Cela nous aidera grandement à renforcer nos actions en faveur de la réduction de la pauvreté, par la promotion de l'emploi et l'entrepreneuriat. Notre axe majeur, notamment celui du développement économique et social de nos régions, va donc de pair avec les objectifs du Programme des Nations unies. Le Pnud et Bjkd sont en phase. Et c'est justement ce qui a facilité ce partenariat.

Qu'est-ce qui a poussé Bénédicte Janine Kacou Diagou, patronne de banque, à créer cette fondation ?

Tout est parti de la proximité qu'elle a tissée au fil du temps avec une frange de la jeunesse qui suit quotidiennement ses activités sur les réseaux sociaux. Après plusieurs années de sollicitation, de mentorat ou d'aide à la réalisation de projets, elle a décidé de créer cette organisation dont l'un des projets les plus connus est le Prix



(PHOTO: DCF)

Bjkd. Ce concours vise à donner un coup de pouce aux start-up ivoiriennes, détentrices de projets innovants. C'est justement dans ce cadre que la fondation a sollicité l'appui institutionnel du Pnud. Leur réponse favorable nous fait gagner en crédibilité.

La fondation Bjkd intervient davantage dans l'entrepreneuriat des jeunes...

L'histoire de la fondation Bjkd a débuté depuis quelques années sur les réseaux sociaux, comme je le disais tantôt. En 2016, à la demande de la communauté Facebook, estimée à 60 000 abonnés, Bénédicte Janine Kacou Diagou a initié le Bjkd's ; une plateforme d'échange entre elle et les jeunes en-

trepreneurs qui suivaient ses activités sociales quotidiennes sur le web, en vue d'apprendre de son

père. C'est au cours des échanges que les questions et les interrogations de certaines personnes

du Prix Bjkd, un concours pour soutenir les jeunes qui se lancent dans l'entrepreneuriat. Voulu allier sa passion pour l'art et son attachement à la promotion de l'entrepreneuriat jeunes, elle a créé en 2018 cette fondation éponyme.

En quoi consiste précisément le Prix Bjkd ?

Véritable incubateur d'entreprises, le « Prix Bjkd pour l'entrepreneuriat jeunes », attribué pour la première fois en 2018, et dont la troisième édition aura lieu en juin prochain avec le Pnud, partenaire technique significatif, a pour objectif de soutenir techniquement et financièrement des start-up aux projets innovants. Après sélection par voie de concours, le Prix Bjkd récompense les meilleurs entrepreneurs de l'année. Nous organisons ce Prix à partir d'études de faisabilité, de durabilité et d'efficacité, en s'entourant des meilleurs spécialistes en la matière. Chez nous, chaque franc donné est engagé pour une action concrète en faveur des personnes qui méritent de recevoir un coup de pouce.

À quelles valeurs se réfère la fondation Bjkd ?

Trois valeurs essentielles :

ces objectifs est fort gratifiant. De plus, nous tenons à être proches de nos publics pour les soutenir dans leurs initiatives. Être le pont entre ceux qui ont des idées, ceux qui osent, les partenaires, les donateurs et le grand public. Les notions de transparence et d'éthique sont rigoureusement observées dans la sélection des projets que nous accompagnons.

Que recherchez-vous finalement à travers la mise en place de toutes ces actions ?

Nous voulons, nous aussi, aider à réduire le chômage, participer au développement économique et social de nos populations, susciter l'émergence de nouveaux talents et d'initiatives sociales, contribuer au développement de notre pays et de nos régions ; accompagner le développement de nouvelles énergies créatives et de talents productifs pour voir émerger une Afrique plus ambitieuse et plus solidaire... Quotidiennement donc, nous prenons plaisir à donner du nôtre, à concevoir des projets à forte valeur ajoutée, avec nos publics, pour servir le plus grand nombre. Avec plusieurs réalisations à notre actif, et de nombreux projets en cours de développement, nous poursuivons cet objectif.

Mais nous n'avons pas l'intention de nous arrêter à cela. Nous prévoyons faire bien plus. Cette année, nous allons également nous adresser au secteur de l'informel sur toute l'étendue du territoire ivoirien, à travers un nouveau projet dénommé « Petites Mains d'Angas » ; une lueur de valorisation offerte aux entrepreneurs dont on ne parle presque jamais et qu'on rencontre chaque jour dans nos rues.

La fondation Bjkd participe à l'éclosion des rêves et suscite la montée d'une génération de créateurs et d'entrepreneurs.

parcours et de s'imprégner de son expérience professionnelle. Lors d'une rencontre mémorable en octobre 2016, dont le thème était « Mon histoire », elle a partagé avec l'auditoire les grandes lignes de son enfance et les réalités qui sont aujourd'hui les siennes, en tant que manager ayant appris auprès de son

présentes, en quête de repères pour la plupart, ont déclenché chez elle l'envie de faire un peu plus en leur direction. Au sortir de cet after-work, elle a pris la décision de transmettre à cette jeunesse ce qu'elle a appris. Deux ans après, en souvenir de ce déclic, Bénédicte Kacou Diagou a initié la première édition

lement : le partage, le service et le don de soi. Notre activité est née, je le rappelle, d'une passion. Nous travaillons en étant attachés à cette notion capitale. Pour nous, exercer à la fondation Bjkd, c'est participer à l'éclosion des rêves et susciter la montée d'une génération de créateurs. Mener à bien

INTERVIEW RÉALISÉE PAR
BLEDSON MATHIEU

Unité de montage de véhicules de la Sotra

Les premiers kits d'assemblage réceptionnés

Sotra industries, la filiale industrielle de la Société des transports abidjanais, est dans la phase d'accélération de son projet de montage de mini-cars.

Les premiers kits d'assemblage de l'unité de montage de véhicules de la Société des transports abidjanais (Sotra) ont commencé à être réceptionnés depuis le 17 février 2019 sur le site de Sotra Industries à Kouamssi où ils entreront bientôt en production. Puisqu'en plus du renouvellement du parc automobile local, la Sotra s'ouvre au marché régional du transport urbain. Désormais monté à Abidjan, par les agents de la Sotra, à Sotra industries, le véhicule est carrossable en trois modèles. Il est assemblé en minibus de 22 places type "massa", en fourgon type Van, en camion châssis type "benne" et en camion frigorifique. Pour ce projet, l'entreprise mise sur une capacité de production de 500 unités par an, soit une cadence de 2 à 3 véhicules par jour, et 1000 véhicules par an à partir de la troisième année de pro-



Le prototype « Daily Ivoire » a été lancé par le Premier ministre le 3 août 2018. (PH: DR)

duction. Sous la forme spécifique de minibus, comme exposé au salon de l'automobile, le Dayli Ivoire a une capacité d'accueil de 22 places exten-

sibles à 27 places. Techniquement parlant, il est doté d'un moteur euro 3, adapté aux contingences des véhicules utilisés en Côte d'Ivoire, et d'une boîte de vitesse

mécanique. Les vitres athermiques ne laissent point passer les rayons de soleil et les suspensions en lames ressort assurent un confort fort appréciable. Lancé depuis le

03 août 2018 par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, ce projet est aujourd'hui une réalité avec le prototype que la Sotra a exposé au salon de l'automobile d'Abidjan du 12 au 16 décembre 2019 dernier. Pour le chef du gouvernement, « Source d'emplois, ce projet aura un impact social fort indéniable ». 150 emplois directs et 1500 indirects sont attendus de ce projet. Une opportunité pour les transporteurs à qui il sera loisible dans quelques semaines d'acquiescer sur place, à coûts réduits, des véhicules neufs pour créer ou renforcer leur parc automobile. Au dire du ministre des Transports Amadou Koné, « cette unité de montage est à inscrire au titre des mesures d'accompagnement liées à la mise en œuvre du décret portant limitation de l'âge des véhicules d'occasion importés en Côte d'Ivoire ». Se félicitant du projet au Sa-

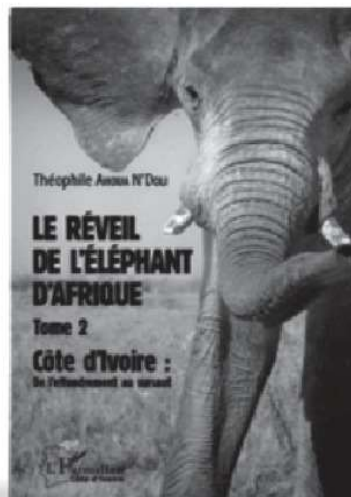
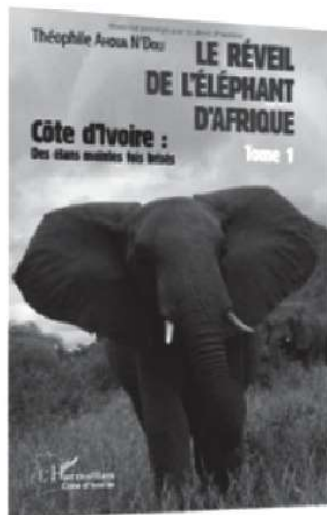
lon de l'automobile d'Abidjan, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a déclaré : « Cinq domaines ont été identifiés dans le cadre de la politique d'industrialisation de Côte d'Ivoire, dont un volet important porte sur l'assemblage en Côte d'Ivoire de véhicules. Être aujourd'hui installé dans un véhicule monté en Côte d'Ivoire par la Sotra sous l'autorité du ministère en charge des Transports, c'est vraiment une fierté ». Pour sa part, le Directeur général de la Sotra, Mèité Bouaké, estime que « c'est une fierté pour la Sotra et pour toute la Côte d'Ivoire, parce qu'il y a désormais une alternative pour le renouvellement du parc auto avec des véhicules de référence et un partenaire de qualité Iveco ».

ABOUBAKAR BAMBA
SOURCE: SERCOMSOTRA

ECONOMIE ET FINANCE PUBLIQUE

AHOUA N'Doli Théophile publie

« Le Réveil de l'Éléphant d'Afrique Tome I et Tome II » et « Manuel de Finance Publique », trois ouvrages publiés par l'Inspecteur Général d'État, Théophile Ahoua N'Doli aux éditions L'Harmattan.



DISPONIBLES A LA LIBRAIRIE DE FRANCE

Cancer du sein

Le gouvernement multiplie les actions pour freiner la progression de la maladie

Le vice-Président Daniel Kablan Duncan a présidé le 22 février, à Assinie, la 37^e rencontre annuelle inter-villes des clubs Rotary de Côte d'Ivoire.



Le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, a été fait membre d'honneur du Rotary par le vice-président du Rotary International, Yinka Babalola.

Le gouvernement ivoirien a décidé de prendre le taureau par les cornes dans la lutte contre le cancer du sein. A l'occasion de la 37^e rencontre annuelle inter-villes, des clubs Rotary de Côte d'Ivoire, organisée le 22 février, dans la ville balnéaire d'Assinie, le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, parrain de la cérémonie, a énuméré quelques actions concrètes initiées par le gouvernement, en vue de freiner l'évolution du cancer du sein en Côte d'Ivoire. « Sachant que le cancer du sein est le premier cancer de la femme en Côte d'Ivoire, l'Etat dans sa politique sanitaire, a entrepris plusieurs actions pour lutter contre ce mal pernicieux qui, malheureusement, continue d'endeuiller plusieurs familles », a indiqué le vice-Président de la République.

Selon lui, ces actions sont au nombre de quatre. A savoir : l'organisation chaque année, d'activités éducatives de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer du sein ; l'ouverture depuis le 25 janvier 2018, d'un Centre national de radiothérapie et d'oncologie Allassane Ouattara (Cnrao) d'un coût de 13 milliards de francs Cfa entièrement financé par l'Etat ivoirien et rattaché au Centre hos-

pitalier universitaire (Chu) de Cocody ; la signature, le 12 décembre 2019, d'une nouvelle convention pour la recherche et la fourniture de nouvelles molécules, avec le groupe pharmaceutique Roche, dont le siège régional a été transféré de Lagos à Abidjan, depuis le 1^{er} juillet 2019. Enfin, la construction prochaine à Grand-Bassam, dans le Sud-Côte d'Ivoire, d'un Centre régional de référence de radiothérapie et d'oncologie médicale, d'un coût de plus de 80 milliards de F Cfa. La livraison de cet ouvrage est prévue pour 2023.

A propos des conventions signées, Daniel Kablan Duncan a souligné qu'il y a eu une première, qui était une forme novatrice de Partenariat public/privé (Ppp) dans le domaine social, et dans laquelle, la part contributive du patient qui était de 10% est passée à 0 franc. Le reste étant supporté par le Cabinet Roche à hauteur de 60 % et l'Etat à 40 %.

« Dans le nouveau protocole d'accord, dont l'objectif est de traiter au moins 11 500 patients sur 5 ans, au-delà de la sensibilisation, du dépistage précoce et de la formation des professionnels de la santé, il a été introduit de nouveaux produits et de nouvelles aires thérapeutiques, couvrant d'autres types de



Les participants de la 37^e rencontre annuelle inter-villes des clubs Rotary de Côte d'Ivoire ont immortalisé l'événement autour du vice-Président de la République. (PHOTOS : SÉBASTIEN KOUASSI)

cancers, mais aussi la néphrologie, l'hématologie, et la recherche clinique. Le budget global du nouveau protocole d'accord s'élève à 86 milliards de F Cfa sur 5 ans, dont une participation du groupe Roche à hauteur de 66 milliards de F Cfa, et environ 20 milliards de F Cfa apportés par l'Etat de Côte d'Ivoire », a-t-il noté. Au dire du vice-Président, la prise de toutes ces mesures, est due aux proportions inquiétantes que prend la maladie ces dernières années. « Pour ce qui concerne particulièrement le cancer du sein, selon les statistiques de l'Observatoire mondial sur les

cancers, Globocan 2018, on relève 2659 nouveaux cas en Côte d'Ivoire en 2018, tandis que le taux de mortalité était estimé à 9,1 pour 100.000 femmes au cours de la même année ». Il a en outre félicité et encouragé le Rotary Club pour sa contribution dans la lutte contre cette maladie. « Le Rotary doit continuer sur cette lancée en Côte d'Ivoire. Le gouvernement de Côte d'Ivoire vous encourage à ne jamais abandonner ce noble sacerdoce. Continuez de tenir la flamme allumée du Rotary partout sur le continent et dans votre pays, afin qu'aucun jour ne passe sans que le Rotary ne se joigne à ses frères aux quatre (4) coins du monde, pour mener des actions locales, nationales ou internationales. Nous continuons d'apprécier votre si

importante contribution à la lutte contre la poliomyélite, et vous encourageons vivement sur les nouveaux chantiers que vous avez décidé d'attaquer à savoir : la lutte contre l'hépatite B et C et le cancer du sein », a-t-il poursuivi. Initiée par le Rotary Club Abidjan Akwaba, cette rencontre avait pour but, selon le Pr. Constant Roux, ancien Gouverneur de district, et président des 37^e inter-villes des Rotary clubs de Côte d'Ivoire, de permettre à tous les clubs Rotary du pays de discuter de la vie de leur association et de la voie à suivre cette année.

Le vice-Président du Rotary international, Yinka Babalola a pour sa part, souhaité que la jeunesse intègre davantage les clubs Rotary, pour lui insuffler beaucoup plus de

dynamisme dans ses actions. Charlotte N'Doumi, past-présidente du Rotary Club Abidjan Akwaba a, quant à elle, souligné que le thème retenu cette année est : « La roue de la solidarité rotarienne face au cancer du sein ». Elle a également rappelé que cette célébration coïncide avec les 115 ans d'existence du Rotary. La rencontre a été également marquée par des ateliers sur le cancer. Lesquels ont été animés par le Pr Judith Didi-Kouko Coulibaly, représentant le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique et Agnès Kraidy, journaliste.

Les autorités politiques, administratives et coutumières du Sud-Côte d'Ivoire ont également pris part à cette journée.

CASIMIR DJEZO

AVIS DE PRESELECTION DE PROMOTEURS POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION IMMOBILIERE

La Coordination des Agents Libres des Mines, du Pétrole et l'Energie (CALME) envisage de doter, avant la fin de l'année 2021, environ 150 membres de logements décentes ou de terrains disposant d'ACD et situés sur des superficies dotées de VRD.

A cet effet, elle procède à un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de promoteurs immobiliers.

Pour la consultation ou le retrait des Termes de Références (TDR), veuillez-contacter Messieurs aux :
07885256 / 41095508, Mail : agahanr@yahoo.fr
59565071, Mail : tehero_remy@yahoo.fr

Santé / Don de sang L'élan de solidarité de la communauté indienne

La communauté indienne en Côte d'Ivoire affirme sa solidarité vis-à-vis des Ivoiriens. Par le biais de la fondation

Maruthi, elle a initié une cérémonie de don de sang le 22 février, au Centre national de transfusion sanguine (Cnts) à Marcory zone 3.

« Le sang est bien ce que l'être humain a de plus précieux », a déclaré Saïla Shangal, l'ambassadeur de l'Inde, présent à la cérémo-



Les Indiens résidant en Côte d'Ivoire ont donné leur sang au Centre national de transfusion sanguine.

nie pour saluer à sa juste valeur l'opération. Interrogé sur le nombre de personnes devant prendre part à cette opération, le président de ladite fondation, Kimani Hussein, à la tête par ailleurs de la Chambre de commerce et d'industrie indienne en Côte d'Ivoire, a indiqué que plus de 150 personnes étaient attendues au Cnts, pour offrir le liquide précieux. « Le sang donne la vie », a-t-il souligné, en outre, dans son allocution, pour saluer cet acte qui consiste à « sauver des vies ». Le sous-directeur en charge du prélèvement et de la distribution du centre, Dr Kimou Jérémie, a félicité les donateurs pour leur sens élevé de la solidarité. « Vous êtes venus jusqu'au Cnts pour

donner ce que vous avez de plus cher, le sang. La médecine, hyper développée, n'a pas encore réussi à trouver le remède miracle qui peut remplacer le sang », a-t-il déclaré. La fondation Maruthi, initiatrice de l'opération, a vu le jour, il y a deux ans. Elle s'est fixée comme objectif d'aider les populations, à travers des actions de portée sociale. Les pouponnières de Yopougon et de Dabou, l'orphelinat d'Aboisso et celui des jeunes filles de Grand-Bassam, ont déjà reçu la visite des membres de cette fondation, les bras chargés de cadeaux. Selon le président, l'opération de don de sang se fera chaque quatre mois ■

MARCEL APPENA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union-Discipline-Travail

MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
Société et État

Direction Nationale

Le Coordonnateur Technique

N°003/INS/DN/CT/CTAAAF/URHAJ



RECENSEMENT DE
LA POPULATION
2020

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA
JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

AGENCE EMPLOI
Jeunes

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RP2020) le Bureau Technique Permanent du Recensement (BTPR) et l'Agence Emploi Jeunes (AEJ), recrutent mille six cents (1600) aides formateurs

I. PROFIL DU CANDIDAT

- être Ivoirien
- Être âgé de 18 ans au minimum et de 45 ans au maximum, au moment du dépôt du dossier de candidature
- être titulaire au minimum du Baccalauréat de l'enseignement général ou technique ;
- avoir participé à la cartographie censitaire ou au dénombrement pilote du RP2020 est un atout
- avoir une expérience professionnelle en collecte de données ;
- savoir utiliser une tablette, un smartphone et un ordinateur ;
- avoir une connaissance en logiciel bureautique
- Être libre de tout engagement sur toute la période de Mars à Mai 2020
- être en bonne santé physique, mentale et intellectuelle ;
- être capable de travailler en équipe et sous pression
- avoir des aptitudes à communiquer ;
- être de bonne moralité ;
- avoir un bon sens des relations humaines ;
- avoir le respect du secret professionnel ;
- avoir un sens de l'organisation et l'esprit d'analyse
- Être dynamique, rigoureux, disponible et ponctuel
- être capable de rédiger un rapport.
- être résident de l'entité administrative d'où on postule (département ou région) est un atout ;
- savoir parler la langue locale est un atout

II. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

Le contrat sera exécuté en deux (02) phases:

- Une phase de formation au cours de laquelle les intéressés percevront des perdiems de trois mille (3.000) FCFA pendant la durée de formation.

- Une phase de collecte au cours de laquelle les intéressés seront reconvertis en Chefs d'Equipe et percevront des perdiems de six mille (6.000) F CFA sur une période de trente (30) jours

Les intéressés peuvent être affectés partout sur le territoire national.

III. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature comprendra les documents suivants :

- une demande manuscrite de candidature adressée au Directeur National du RP ;
- une photocopie légalisée du diplôme
- un curriculum vitae détaillé ;
- une photocopie du titre d'identité légal (Carte Nationale d'Identité, attestation d'identité, passeport).

IV. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Le dossier de candidature devra être scanné et téléchargé sur le site de recrutement en ligne du RP2020 et de l'Agence Emploi Jeunes, aux adresses électroniques suivantes: <https://recrutement.rp2020.ci> et www.emploijeunes.ci.

Les dossiers de candidature doivent être postés sur les différents sites internet ou dans les Agences Régionales et Guichets Emploi de l'Agence Emploi Jeunes du 19 au 25 février 2020 à minuit délai de rigueur. L'heure de l'enregistrement sur les sites faisant foi.

Le pli portera au verso impérativement, les noms, prénoms et contacts du candidat. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés

NB: AUCUN FRAIS DE DOSSIERS N'EST EXIGE

Contacts

BTPR: 22 54 95 15/16

AEJ: 20 21 50 84 -20 21 25 90 / Numéro court: 98097

Bureau Technique Permanent du Recensement ; Siège : Abidjan-Cocody, 2 Plateaux, Vallons ; Tél : 22 52 95 15 /16 ; www.rgph.ci , Facebook RP2020, Twitter : Recensement2020

Annonce

Fraternité Matin recherche des correspondants
dans les villes suivantes :

- | | | |
|-----------|--------------|----------|
| - Korhogo | - Abengourou | - Gagnoa |
| - Adzopé | - San Pedro | - Man |
| - Daloa | - Aboisso | |

Profil :

- Être titulaire, au minimum, du baccalauréat
- Avoir une expérience dans le journalisme et maîtriser l'outil informatique seront des atouts
- Avoir de bonnes capacités rédactionnelles
- Posséder un bon carnet d'adresses sur le plan local

Les demandes sont à adresser au Directeur des Rédactions
du Groupe Fraternité Matin : amedeassi@fratmat.info

Changement climatique

Les géographes ivoiriens planchent sur des stratégies de résilience



Les journées géographiques de Côte d'Ivoire ont enregistré la présence des autorités politiques et administratives.

Le rideau est tombé, jeudi, sur les 12es Journées géographiques de Côte d'Ivoire qui se sont déroulées du 17 au 20 février, à l'Afriland Hôtel à Grand Bassam. La rencontre, organisée par l'Association des géographes de Côte d'Ivoire (Agci), avait pour thème : « Changement climatique en Afrique subsaharienne : de la vulnérabilité à l'adaptation ». Ces journées, au dire de Céline Koffi-Bikpo, présidente de l'Agci, « se veulent une plateforme pour non seulement consolider les connaissances sur les causes et effets du dérèglement des systèmes climatiques et les mesures d'adaptation, mais aussi pour élaborer des stratégies visant à endiguer les conséquences néfastes du phénomène ».

L'accent a été mis, à cet effet, sur l'apport de l'observation de la terre. Il a été mis en lumière, tout au long des travaux, la politique et la stratégie spatiale africaine approuvée par l'Union africaine en août 2015 à Addis-Abeba en Ethiopie. L'événement, toujours selon Céline Koffi-Bikpo, a permis de poser les bases de Sentinelles, un groupe d'experts pour l'observation et la surveillance du climat en Afrique. Ce cadre de concertation et de solidarité est appelé à mettre en œuvre des mécanismes efficaces d'adaptation et de réponse aux aléas climatiques, tels que la sécheresse, la canicule, les incendies de forêts, les feux de brousse, les inondations, les tempêtes, etc. Le ministre de l'Environnement et du développement durable, Joseph Séka Séka, a axé son adresse sur la nécessité de freiner l'érosion côtière, qui ronge le littoral ivoirien long de 566 kilomètres et met en péril l'environnement côtier. « Un Plan d'action pour la protection

du littoral a été élaboré. Les études de faisabilité sont estimées à environ 7 milliards de F Cfa, les ouvrages de protection devraient coûter 80 milliards de F Cfa », a révélé le ministre. Joseph Séka Séka a tenu à rassurer son auditoire que les changements climatiques ne sont pas une fatalité. « Je vous informe de l'existence d'opportunités de financement des initiatives climat grâce à des guichets dits de « Finance climatique ». Il s'agit d'une nouvelle forme d'aide au développement sous l'Accord de

Paris sur le climat, qui permet de soutenir les actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques », a fait savoir le ministre de l'Environnement et du développement durable ■

GERMAIN GABO

Recherche et formation à l'extérieur La France s'engage à faciliter l'obtention du visa aux chercheurs de l'Insp

Les chercheurs et agents de l'Institut national de santé publique (Insp), ayant des projets de voyage professionnel en France, seront désormais soumis à une procédure simplifiée pour l'obtention du visa. Une convention de partenariat a été signée, à cet effet, jeudi, dans les locaux de l'Insp à Adjamé, par le Pr Dinar Kouassi, directeur général de l'Institut, et Laurent Souquière, consul général de France en Côte d'Ivoire. Cette collaboration, négociée par le premier responsable de l'Insp, vise surtout à faciliter la mobilité du personnel de l'établissement de recherche en santé dans le cadre de leurs missions d'études et de renforcement des capacités dans l'Hexagone et, au-delà, en Europe. « Nos chercheurs effectuent de nombreux séjours en Europe, partagent des projets de recherche avec des ins-

tutions européennes. Il était bon de trouver une bonne articulation pour faciliter leur départ dans ce pays frère qui est la France », a fait savoir Dinar Kouassi. Il s'est félicité du privilège dont bénéficie l'Insp à travers ce partenariat et a promis de faire en sorte que toutes les composantes de la convention soient respectées par la partie ivoirienne. Laurent Souquière a souligné que ce partenariat est un contrat de confiance, un instrument qui a pour objectif de consolider davantage les relations anciennes et soutenues qui existent entre l'Insp et la France. « Si les dossiers sont corrects, un visa est délivré », a indiqué le consul général, avant d'ajouter que son pays souhaite promouvoir la mobilité légale tout en combattant l'immigration irrégulière ■

G. GABO
INFO : INSP

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

MINISTRE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
Société d'Etat
Direction Nationale
Le Coordonnateur Technique
N°003/INS/DN/CT/CTAAAF/URHAJ

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2020

MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES

AGENCE EMPLOI Jeunes

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RP2020) le Bureau Technique Permanent du Recensement (BTPR) et l'Agence Emploi Jeunes (AEJ), recrutent mille six cents (1600) aides formateurs

I. PROFIL DU CANDIDAT

- être ivoirien
- Être âgé de 18 ans au minimum et de 45 ans au maximum, au moment du dépôt du dossier de candidature
- Être titulaire au minimum du Baccalauréat de l'enseignement général ou technique ;
- avoir participé à la cartographie censitaire ou au dénombrement pilote du RP2020 est un atout
- avoir une expérience professionnelle en collecte de données ;
- savoir utiliser une tablette, un smartphone et un ordinateur ;
- avoir une connaissance en logiciel bureautique
- Être libre de tout engagement sur toute la période de Mars à Mai 2020
- être en bonne santé physique, mentale et intellectuelle ;
- être capable de travailler en équipe et sous pression
- avoir des aptitudes à communiquer ;
- être de bonne moralité ;
- avoir un bon sens des relations humaines ;
- avoir le respect du secret professionnel ;
- avoir un sens de l'organisation et l'esprit d'analyse
- être dynamique, rigoureux, disponible et ponctuel
- être capable de rédiger un rapport.
- être résident de l'entité administrative d'où on postule (département ou région) est un atout ;
- savoir parler la langue locale est un atout

III. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature comprendra les documents suivants :

- une demande manuscrite de candidature adressée au Directeur National du RP ;
- une photocopie légalisée du diplôme
- un curriculum vitae détaillé ;
- une photocopie du titre d'identité légal (Carte Nationale d'identité, attestation d'identité, passeport).

IV. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Le dossier de candidature devra être scanné et téléchargé sur le site de recrutement en ligne du RP2020 et de l'Agence Emploi Jeunes, aux adresses électroniques suivantes : <https://recrutement.rp2020.ci> et www.emploiyeunes.ci.

Les dossiers de candidature doivent être postés sur les différents sites internet ou dans les Agences Régionales et Guichets Emploi de l'Agence Emploi Jeunes du 19 au 25 février 2020 à minuit délai de rigueur. L'heure de l'enregistrement sur les sites faisant foi.

Le pli portera au verso impérativement, les noms, prénoms et contacts du candidat. Seuls les candidats présélectionnés seront contactés

NB: AUCUN FRAIS DE DOSSIERS N'EST EXIGÉ

Contacts
BTPR: 22 54 95 15/16
AEJ: 20 21 50 84 - 20 21 25 90 / Numéro court: 98097

II. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

Le contrat sera exécuté en deux (02) phases :

- Une phase de formation au cours de laquelle les intéressés percevront des pertiements de trois mille (3.000) FCFA pendant la durée de formation.

Bureau Technique Permanent du Recensement ; Siège : Abidjan-Cocody, 2 Plateaux, Vallons ; Tél : 22 52 95 15 /16 ; www.rgph.ci , Facebook RP2020, Twitter : Recensement2020

Production d'énergies renouvelables

La Côte d'Ivoire finalise et renforce son dispositif de financement

Une cérémonie a été organisée le 20 février à Abidjan, pour finaliser et rendre publique l'augmentation de l'État ivoirien au capital de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (Aca).

La Côte d'Ivoire a fait un pas en avant dans la mise en œuvre de son ambition d'accroître la part de l'Énergie renouvelable dans son mix énergétique, en renforçant son dispositif d'investissement dans ce secteur.

Une cérémonie a été organisée le 20 février, à l'immeuble Sciam, à Abidjan, pour finaliser et rendre publique l'augmentation de la contribution de la Côte d'Ivoire au capital de l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (Aca), grâce à un financement allemand d'un montant de 6,5 millions de dollars US (environ 3 860 836 606 de F Cfa). Cette augmentation de capital est d'autant importante qu'elle a permis au gouvernement de signer le protocole d'entente dans le cadre de la Facilité régionale de soutien aux liquidités (Rlsf), qui aidera le pays à attirer davantage de Producteurs indépendants d'énergie



Kouamé Galla Armand Muller, le représentant du ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly (au centre), a exprimé la gratitude du gouvernement à l'Allemagne pour son soutien financier. (PH : D.R)

renewable (Ipp) et de promoteurs de projets. « Ce nouvel apport qui a été réalisé avec le soutien financier de la KfW, par l'intermédiaire du gouvernement allemand, est une opportunité supplémentaire pour la Côte d'Ivoire de renforcer l'accès à l'électricité, dont la capacité de production est actuellement à 2229 MW,

a soutenu le Conseiller technique du ministre du Pétrole de l'Énergie et des Énergies renouvelables », a indiqué Kouamé Galla Armand Muller, le Représentant du ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly. La Côte d'Ivoire a adopté en décembre 2019 un plan de développement des énergies

renouvelables soutenu par une stratégie de déploiement qui implique des investissements notamment du secteur privé.

Parmi les instruments à mettre en place figure en première place l'adoption de textes réglementaires et le soutien au secteur privé pour le financement des projets en

matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. Pour le gouvernement ivoirien, la Facilité régionale de soutien aux liquidités est un mécanisme innovant qui va sans nul doute permettre d'augmenter et d'accélérer les investissements dans le secteur des énergies renouvelables, contribuant ainsi à l'atteinte de nos objectifs notamment un mix énergétique de 42% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, l'appropriation par nos Pme locales de la technologie, de la formation et de la création d'emplois locaux. « Cet événement est bien la preuve qu'en étroite collaboration avec la Côte d'Ivoire, le partenariat pour encourager les réformes porte ses fruits. L'augmentation de la contribution de la Côte d'Ivoire au capital de l'Aca attirera davantage d'investissements privés et favorisera ainsi la création d'emplois », a soutenu pour

sa part, Andreas Fikre-Mariam, Directeur du Bureau de la KfW à Abidjan.

Rappelant les objectifs de l'Aca, son Souscripteur régional francophone, Afrique de l'Ouest, Kodjo Attaty, a notamment indiqué que son organisation est consciente que le changement climatique pose un risque d'investissement qui peut, à court terme, avoir un impact négatif sur les acquis des gouvernements africains. L'objectif de cette institution est donc de trouver des solutions pour atténuer ce risque pour que les gouvernements membres puissent créer des économies plus résilientes. « La Facilité régionale de soutien aux liquidités (Rlsf) offre une option pratique aux gouvernements et l'Aca est fier d'être en partenariat avec la KfW sur cette solution innovante », s'est réjoui Kodjo Attaty.

DAVID YA

Annonce

Fraternité Matin recherche des correspondants dans les villes suivantes :

- | | | |
|-----------|--------------|----------|
| - Korhogo | - Abengourou | - Gagnoa |
| - Adzopé | - San Pedro | - Man |
| - Daloa | - Aboisso | |

Profil :

- Être titulaire, au minimum, du baccalauréat
- Avoir une expérience dans le journalisme et maîtriser l'outil informatique seront des atouts
- Avoir de bonnes capacités rédactionnelles
- Posséder un bon carnet d'adresses sur le plan local

Les demandes sont à adresser au Directeur des Rédactions du Groupe Fraternité Matin : amedeecassi@fratmat.info

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



Union-Discipline-Travail

MINISTRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT

MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES



RECENSEMENT DE LA POPULATION 2020

AGENCE EMPLOI Jeunes

COMMUNIQUE

Dans le cadre du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RP2020), le Ministère du Plan et du Développement en partenariat avec le Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes informent l'ensemble de la population ivoirienne les partenaires techniques et financiers qu'ils procèderont le **lundi 24 Février 2020**, à partir de **17 heures**, à la **signature d'une convention de partenariat** entre le Bureau Technique Permanent du Recensement (BTPR) et l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) ainsi qu'au **lancement officiel du recrutement et de la formation des agents recenseurs**.

La cérémonie officielle se déroulera au 20ème étage de l'immeuble SCIAM au Plateau.

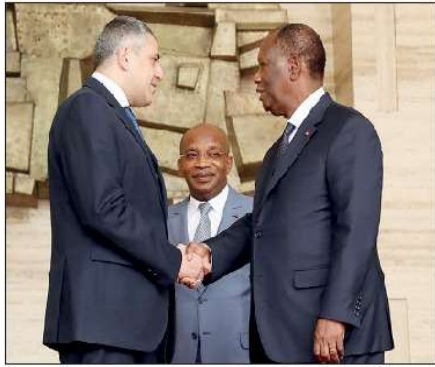
Fait à Abidjan le 20 Février 2020

Coopération bilatérale et Forum mondial de l'Omt

Alassane Ouattara échange avec Thomas Oppermann et Zurab Pololikashvili

Le Chef de l'État a reçu en audience le vice-Président de l'Assemblée parlementaire de la République fédérale d'Allemagne et le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (Omt).

Le Président de la République Alassane Ouattara a reçu en audience, hier, au Palais présidentiel d'Abidjan-Plateau, le vice-Président de l'Assemblée parlementaire de la République fédérale d'Allemagne, Thomas Oppermann, et le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (Omt), Zurab Pololikashvili. Thomas Oppermann, qui avait à ses côtés Michael Grau, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Côte d'Ivoire, a manifesté son souhait d'accroître les investissements allemands en Côte d'Ivoire. Il a fait savoir que son pays compte booster sa présence en Côte d'Ivoire à travers le Compact with Africa qui vise à encourager les échanges commerciaux et inciter les entreprises allemandes à investir sur le continent africain pour rattraper son retard sur le continent par rapport à la France, aux États-Unis, ou à la Chine. C'est une initiative de la Chancelière Angela Merkel. Pour ce faire, il veut inciter l'implantation



Le secrétaire général de l'Omt a rencontré le Chef de l'État, au Palais de la Présidence. (PHOTOS : HONORÉ BOSSON)

de Petites et moyennes entreprises (Pme) allemandes en Côte d'Ivoire pour y transférer des technologies innovantes. Par ailleurs, le vice-président de l'Assemblée parlementaire allemande a profité pour saluer les excellents rapports commerciaux qui existent entre son pays et la Côte d'Ivoire. Des échanges d'une valeur d'environ 1 milliard d'euros (650 milliards de FCfa) portant sur

des produits agricoles. Il a indiqué que son pays entend élargir les échanges à d'autres domaines. Quant à Zurab Pololikashvili, Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (Omt), il a traduit sa volonté de faire de la Côte d'Ivoire un hub touristique mondial. Le pays qui a abrité le Forum mondial de l'Omt sur l'investissement du 20 au 21 février. Dans cette logique, il a affirmé disposer



Le vice-Président de l'Assemblée parlementaire de la République fédérale d'Allemagne a traduit sa volonté d'impulser les investissements allemands en Côte d'Ivoire.

de nombreux partenaires prêts à investir pour faire avancer le projet de façon concrète. Pour donner un coup d'accélérateur à cette initiative, il a annoncé la célébration de la Journée mon-

diale du tourisme à Abidjan en 2021. Et ce, en présence du ministre du Tourisme et des loisirs, Siandou Fofana. L'événement enregistrera, a-t-il annoncé, la présence de personnalités influentes

du monde touristique et de nombreux investisseurs. Toutefois, dans son ambition de faire de la Côte d'Ivoire une plaque tournante du tourisme, le Secrétaire général de l'Omt met un point d'honneur sur la formation. « L'Omt compte collaborer avec le ministère du Tourisme et des Loisirs pour disposer de la main d'œuvre qualifiée et de l'expertise adéquate », a-t-il précisé. Avant de féliciter l'organisation réussie du 1er forum mondial du tourisme en Côte d'Ivoire. Cette cérémonie qui a reçu l'appui constant du Président de la République a permis de recevoir plus d'une douzaine de ministres sur le plan continental, de grands investisseurs, entre autres, la Banque africaine de développement (Bad) et plus de 400 participants.

HERVÉ ADOU

Présidentielle 2020

Le Japon s'engage à accompagner le processus électoral

● Amadou Soumahoro a reçu le vice-Président du Bundestag

Amadou Soumahoro a reçu hier, en audience, Thomas Oppermann, vice-Président du Bundestag, l'Assemblée parlementaire de la République fédérale d'Allemagne. Les deux personnalités ont évoqué les possibilités de coopération qui peuvent exister entre l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et son homologue allemand. « Nous avons convenu de renforcer la coopération entre nos deux parlements. Le Bundestag est très intéressé par une éventuelle coopération avec l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire. Nous pouvons, par exemple, échanger des experts pour résoudre les problèmes inhérents à nos pays », a indiqué le parlementaire allemand. Il s'est ensuite réjoui de ce que les relations que partagent les deux pays soient au beau fixe, notamment au niveau commercial. Dans le même élan, le président de l'Assemblée nationale ivoirien a salué la bonne santé en matière d'échanges



Le Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et le vice-Président du Bundestag allemand.

et de relation entre les deux pays. Amadou Soumahoro a, en outre, assuré qu'il apprécie « la vision allemande de la coopération fondée sur le développement durable ». Au niveau parlementaire, il a estimé que l'idéal serait que l'accent soit mis sur les

échanges entre députés et fonctionnaires parlementaires. « Ce qui permettra aux deux parlements de consolider la démocratie. Cela permettra également de raffermir les relations entre les parlements allemand et ivoirien ».

MARCEL APPENA

L'ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire, Kuramitsu Hideaki, a exprimé le 20 février à sa résidence à Cocody, la volonté de son pays d'accompagner le processus électoral. C'était à la faveur de la cérémonie de célébration de la fête nationale du Japon en présence du vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan et de plusieurs personnalités politiques et administratives. « Mon pays, en collaboration avec le corps diplomatique et les organisations internationales accréditées en Côte d'Ivoire, apportera son soutien pour la réalisation d'un scrutin transparent et équitable », a-t-il déclaré. L'ambassadeur Kuramitsu Hideaki a également souligné la disponibilité du Japon à poursuivre son appui au progrès de la Côte d'Ivoire en vue de contribuer durablement au développement harmonieux de la sous-région ouest-africaine dont le pays est la locomotive. « J'ai la ferme conviction que sans le développement et la stabilité de la Côte d'Ivoire, pays pivot de l'Afrique de l'Ouest, la croissance économique et la stabilité de la région ouest-africaine ne seraient pas réalisables », a confié le diplomate. Selon le chef



Duncan et Kuramitsu Hideaki pour des relations davantage fructueuses entre les deux pays. (PHOTO: SÉBASTIEN KOUASSI)

de la mission diplomatique nipponne, cette collaboration économique va se faire dans des domaines plus larges que ceux précédemment mis en œuvre. Il a aussi souhaité une participation et un succès, cet été, aux athlètes ivoiriens aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo. Kuramitsu Hideaki a rappelé quelques actions fortes dans les relations bilatérales entre les deux pays en 2019, notamment l'inauguration par le Chef de l'État, Alassane Ouattara, de la première phase de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise. À l'occasion, l'ambassadeur Kuramitsu Hideaki a rappelé qu'une nouvelle ère dénom-

mée « Reiwa » s'est ouverte au Japon depuis l'intronisation du nouvel empereur, le 1er mai dernier. Et que, par conséquent, la réception de la fête nationale de son pays aura désormais lieu dans le courant du mois de février. Outre le vice-Président de la République Daniel Kablan Duncan, plusieurs autorités ivoiriennes ont participé à la célébration. Notamment Nana Amon Tanoh, président de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire, le ministre Alain Richard Donwahi des Eaux et Forêts et la secrétaire d'État, Aimée Zébeyoux, en charge des Droits de l'Homme.

ABOUBAKAR BAMBA

Passation des charges à l'Union parlementaire africaine

Le nouveau président décline la nouvelle feuille de route de l'institution

L'Union parlementaire africaine a à sa tête un nouveau président. Il a reçu, hier, des mains de son prédécesseur, les dossiers de la maison.

Le président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, Alassane Bala Sakandé, par ailleurs président de l'Union parlementaire africaine (Upa), a cédé hier son second fauteuil à Mohamed Ali Houmed, chef du parlement djiboutien. La cérémonie de passation des charges s'est déroulée au siège de l'institution de l'Upa, sis au Plateau. Dans son discours d'orientation, au moment de prendre les rênes de cette institution panafricaine, le nouveau patron de l'Upa a mis en lumière les chantiers qu'il entend développer au cours de son mandat. «Je voudrais mettre ce mandat sous le signe du renforcement et du raffermissement de nos actions. Il va de soi que nous allons aussi poursuivre le train des réformes essentielles à l'amélioration de la présence et du rayonnement de notre instance sur l'échiquier mondial», a indiqué Alassane Bala Sakandé. Avant de passer la main, le président sortant, en dressant le bilan de son mandat à la tête de l'Union par-



Le président sortant et le nouveau président de l'UPA échantent les dossiers sous la supervision du Secrétaire général.

mentaire africaine, a évoqué les réformes entamées que devrait poursuivre son successeur. «Il s'agit d'abord des réformes visant une meilleure représentation des jeunes et des femmes», a-t-il d'emblée souligné. Il a évoqué, ensuite, le respect du principe de présidence tournante. Enfin, il

a fait savoir qu'une place de choix doit être accordée au renforcement institutionnel de l'Upa, «dans l'optique de lui donner plus de capacités d'actions sur la scène internationale». Pour sa part, le secrétaire général, Idrî Gado Boubacar, a mis l'accent sur le rôle ma-

jeur que joue cette institution dans la quête de solutions face aux préoccupations qui minent le continent africain. Il a évoqué, par ailleurs, les objectifs que s'est assignés l'Upa, en tant que «regroupement des parlementaires nationaux africains en vue du partage de leurs expériences

et de leurs bonnes pratiques ainsi que l'harmonisation de leur pratique sur la scène internationale». Après la cérémonie de passation des charges, le nouveau et l'ancien président, ainsi que les délégations qui les accompagnent ont été reçus en audience par le président Amadou Soumahoro, au sein de l'Assemblée nationale. Dans une déclaration, au terme de l'audience, le nouveau président de l'Upa a révélé que «la première chose qu'il compte faire, c'est d'ériger un statut à l'effigie du premier président ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, dans l'enceinte de l'Upa.» Le

président sortant, lui, a insisté sur l'augmentation de la durée du mandat qui passe d'un à deux ans.

«C'est un grand événement, un immense plaisir de recevoir deux présidents de deux assemblées sœurs, au sein de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire», a indiqué avec fierté Amadou Soumahoro. Il a, par ailleurs, reçu des invitations de ses hôtes, pour des visites à l'Assemblée nationale du Burkina Faso, ainsi qu'au Parlement de Djibouti.

MARCEL APPENA

Pdci-Rda

Des cadres du Woroba rassurent Bédié de leur confiance

Une délégation des cadres et élus du district du Woroba a été reçue, mardi, par le président du Pdci-Rda, Henri Konan Bédié, en sa résidence à Cocody. Ces animateurs et représentants de la plus ancienne formation politique de Côte d'Ivoire, selon une note d'information, étaient conduits par le colonel Wassi Kanaté, Député de Marandallah et Sarhala, celui-ci a tenu d'abord à exprimer sa gratitude au premier responsable de sa formation politique pour sa nomination en qualité de vice-président du Pdci-Rda dans le Woroba. «Nous ne pouvons pas venir chez le président Bédié sans parler du Pdci-Rda. Nous sommes venus le remercier pour la confiance placée en moi en me nommant vice-président du Pdci-Rda du Woroba», a-t-il expliqué. Avant de confier que cette rencontre leur a également servi de

cadre pour réaffirmer leur disponibilité à Henri Konan Bédié.

Wassi Kanaté l'a ensuite rassuré de la loyauté des cadres, élus et partants des militants du Pdci-Rda de leur district. «Je suis député Pdci, et je voudrais dire que les militants du Pdci-Rda du Woroba ne sont pas débouchables», a-t-il insisté.

Le district du Woroba, précisons-le, comprend les régions du Bafing, Béré et Worodougou avec pour chef-lieu, Séguela.

Toujours à en croire le communiqué parvenu à notre rédaction, Henri Konan Bédié, après la première audience, a échangé avec une délégation conduite par Nanan Djogou II. Elle est venue lui annoncer le décès du patriarche Nanan Lassouman Émile du village d'Akoukro, dans le département de Kocoumbou.

K. MAMADOU



Le colonel Wassi Kanaté, debout à côté de Henri Konan Bédié, et les membres de sa délégation ont réaffirmé leur appartenance au Pdci-Rda. (PHOTO : DR)

Rhdp

Trazéré Célestine, justifiant son retour au sein de la famille des houphouëtistes :

« Je reviens vers mon papa pour l'aider à mener sa vision »



Trazéré Olibé Célestine, entre Adama Bictogo et le ministre Amadou Koné, a exprimé sa joie de retrouver sa famille politique. (Photo : Dr)

Elle est revenue au bercail, à la surprise générale. Et c'est au siège du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) sis aux II Plateaux-Les Vallons que l'honorable Trazéré Olibé Célestine, députée d'Issia, a annoncé, hier, son

retour auprès d'Alassane Ouattara, Président de cette formation politique. «Je reviens vers mon papa, non seulement pour lui demander pardon, mais pour être à ses côtés, prendre toute ma place pour l'aider à atteindre ses objectifs, à mener sa mis-

sion, sa vision, à faire ce qu'il a prévu pour la Côte d'Ivoire», explique-t-elle.

Présidente du groupe parlementaire «Rassemblement» proche de l'opposition, Trazéré Olibé Célestine a dit avoir quitté le Rhdp parce qu'elle se sentait «l'esée» et «abandonnée». Mais qu'après réflexion, elle s'est remise en cause et a entrepris des démarches pour revenir à la maison.

Elle a tenu à remercier tous les cadres du Rhdp qui n'ont cessé de lui manifester leur soutien, leur amitié en dépit de ses prises de position contre l'alliance au pouvoir.

Adama Bictogo, directeur exécutif du Rhdp, a rendu hommage à la concernée pour cette décision courageuse. «C'est dans la fraternité que nous nous retrouvons. Nous sommes contents que tu reviennes parmi les tiens. Nous t'accueillons les

bras ouverts», a-t-il assuré. Le ministre des Transports, Amadou Koné, par ailleurs coordonnateur régional du Gbêké, a aussi salué Trazéré Célestine pour son retour. Pour lui, le Rhdp est une famille disposée à accueillir tous les Ivoiriens. «Je voudrais indiquer à tous nos concitoyens que nous restons disponibles pour recevoir tout le monde. Je voudrais lancer à tous que c'est un parti qui est ouvert», a-t-il insisté.

Trazéré Célestine, après son divorce avec le Rhdp, avait pris fait et cause pour Guillaume Soro. Elle était devenue l'une des ferventes admiratrices et supportrices de l'ex-président de l'Assemblée nationale. Elle était même l'une des principales animatrices de son mouvement politique, «Génération et peuples solidaires».

KANATE MAMADOU

Direction générale du Budget et des Finances

2020 : Relever le défi du basculement au budget programme

Le bilan de la mise en œuvre du Plan d'actions stratégiques (Pas) 2019, le Programme d'activité 2019, la définition des orientations 2020 sont les points qui ont meublé le séminaire qui s'est tenu les 20 et 21 février à Yamoussoukro.

Après une année d'activité, Traoré Seydou, directeur général du Budget et des Finances et ses principaux collaborateurs se sont retrouvés depuis le 20 février 2019, à l'hôtel Président de Yamoussoukro pour faire le bilan de l'exercice écoulé et définir les grandes orientations pour l'année 2020. Le sujet principal de cette rencontre concerne le basculement effectif de la Côte d'Ivoire au budget-programmes. Un grand défi que cette direction aura à relever tout le long de cet exercice 2020. D'où les travaux de ce séminaire, le deuxième après celui de 2018, qui s'articulent autour du thème : « Premier exercice budgétaire en mode budget-programmes : enjeux et défis ».

En termes de bilan, Traoré Seydou a souligné que l'année 2019 a été marquée par le basculement en mode budget-programmes, avec l'élaboration du premier budget programmes de l'histoire de la Côte d'Ivoire. Matérialisant ainsi la mise en œuvre effective des réformes initiées par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), dans le cadre de la gestion des finances publiques. Cette grande réforme vise, selon Traoré Seydou, à améliorer l'efficacité de la dépense publique, en assurant la cohérence entre les choix budgétaires et les priorités de développement économique et social à moyen terme du gouvernement.

Et aussi renforcer la transparence budgétaire. « Sans vouloir donner dans l'autosatisfaction, je puis affirmer que la direction générale du Budget et des Finances (Dgbf) a pu relever ce grand défi », a-t-il noté, avant de souligner également la production en 2019 du premier budget citoyen de la Côte d'Ivoire, qui a enregistré un succès grâce à l'appui inestimable du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo. Prenant donc la pleine mesure de la réussite de ce basculement, la Dgbf s'est résolument engagée dans une vaste campagne de formation et de sensibilisation des principaux acteurs inter-



Les membres de la direction générale du Budget et des Finances se sont retrouvés en séminaire-bilan, à Yamoussoukro. (PHOTO : DR)

venant dans le budget programmes, en deux volets. Le premier volet a consisté à familiariser des acteurs avec le cadre juridique, les principales innovations ainsi que les interactions entre les différents intervenants.

Le second volet, débuté depuis le 17 février 2020, vise à renforcer les capacités techniques de tous les acteurs clés, utilisateurs du Système d'information budgétaire (Sib) pour l'exécution du budget 2020. Notamment sur la nomenclature budgétaire de l'Etat et les modifications budgétaires, les procédures sur le circuit d'exécution de la dépense ainsi que l'utilisation pratique du Sib.

« Le présent séminaire offre donc une plateforme d'échanges à toute la famille de la Dgbf, pour mieux définir les objectifs et appréhender les nouveaux défis, afin de jouer pleinement sa partition dans la conduite et la réussite de la mise en œuvre du budget programmes », a précisé Traoré Seydou.

Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat qui a ouvert les travaux, a félicité Traoré Seydou et ses collaborateurs pour leur engagement et leurs efforts inlassables qui ont abouti à la confection et à la mise en œuvre du premier budget programmes du pays. Car selon lui, ce nouveau mode de gestion des finances publiques a pour but d'instaurer une plus grande cohérence entre les objectifs de développement

et les allocations budgétaires, afin d'optimiser l'utilisation des ressources, en même temps qu'il renforce l'efficacité de la dépense

publique. Comme l'a indiqué Adama Sall, d'importantes actions ont été menées pour parvenir à cette importante réforme. Toutefois, il a noté

que sans la dimension de la qualité des ressources humaines, les actions d'adaptation du cadre réglementaire et organisationnel de

la Côte d'Ivoire aux normes communautaires seraient vouées à l'échec, et surtout quant à la volonté d'atteindre les objectifs recherchés.

Après avoir salué la production du budget citoyen 2019, qui est un document traduit dans un langage simple et qui permet à toutes les couches sociales de comprendre les informations contenues dans le budget-programmes, Adama Sall a également rappelé au titre du bilan 2019, l'instauration du système d'évaluation périodique des directeurs des affaires financières du ministère.

Cette initiative a vu, selon lui, la consécration de trois d'entre eux, ainsi que l'adoption du nouveau code des marchés publics qui introduit des innovations majeures.

N'DRI CÉLESTIN

Gestion des aires protégées

La Fondation pour les parcs et réserves octroie 1,2 milliard pour quatre parcs

Pour cette année, ce sont exactement 1,2 milliard de F Cfa qui sont mis à la disposition de l'Office ivoirien des parcs et réserves (Oipr) par la Fondation pour les parcs et réserves de Côte d'Ivoire (Fprci) pour l'aménagement, la protection et la valorisation des parcs nationaux d'Azagny de la Comoé, du Mont Sangbé et de Taï.

Les conventions de financement ont été signées par le Pca de la Fprci, Bernard N'Doumi et le président du conseil de gestion de l'Oipr, Pr Aboua Assi Moïse, le 20 février, au cabinet ministériel de l'Environnement et du Développement durable. La cérémonie a été présidée par le directeur de cabinet adjoint du ministère, Parfait Kouadio. Il s'est félicité de cette convention, fruit du partenariat entre l'Oipr et le Fonds pour les parcs et réserves.

« L'efficacité de la conjugaison de vos actions démontre aux yeux de tous que notre pays a eu bien raison d'engager la réforme de la gestion du secteur des aires protégées en créant deux entités, à savoir l'Oipr pour la gestion opérationnelle et la Fondation, pour la mobilisation de ressources financières pé-



Échange de parapheurs entre le Pca de la Fondation pour les parcs et réserves, Bernard N'Doumi (à gauche) et le président du conseil de gestion de l'Oipr, Pr Aboua Assi Moïse.

rennes », s'est-il réjoui. En 2019, c'était pratiquement le même montant que la fondation avait mis à la disposition de l'Oipr pour la gestion des mêmes parcs. Et ces efforts financiers consentis portent leurs fruits. « Depuis le démarrage de ces appuis financiers, nos parcs nationaux et réserves se portent de plus en plus mieux avec des résultats tangibles aussi bien pour la préservation de la diversité biologique qu'au niveau des actions entreprises pour

améliorer les conditions de vie des populations », s'est-il félicité.

Ainsi, a-t-il argué sans être exhaustif, au niveau du parc de la Comoé, un inventaire aérien conduit en 2019 a démontré une augmentation significative des effectifs des espèces animales et cela a été possible grâce aux efforts de surveillance, efforts soutenus par les financements de la Fondation sur plusieurs années. Aussi, « les actions de communication et de sen-

sibilisation entreprises par l'Oipr ont permis aux populations riveraines des parcs nationaux de la Comoé et de Taï d'avoir une meilleure connaissance des services éco-systémiques rendus par ces aires protégées et de s'impliquer davantage dans leur protection et leur valorisation. De plus, des projets à impact communautaire et générateurs de revenus sont développés au profit de ces populations », a-t-il ajouté.

FAUSTIN EHOUMAN

Infrastructures, nomination des fils de la région

Le royaume du Djuablin exprime sa reconnaissance au Chef de l'État

Une délégation royale de cette région a été reçue dans l'après-midi au petit Palais par le Président de la République.



Le porte-parole, Nanan Amian Kablan, sous l'égide de la reine mère donnant les raisons de leur visite en présence des ministres. (PHOTOS : BOSSON HONORÉ)

La reine-mère du royaume du Djuablin, Nanan Kouacou Koko, à la tête d'une délégation de personnes de la cour royale a échangé, hier, avec le Président de la République, Alassane Ouattara. La rencontre a duré plus d'une heure et a eu lieu au Petit Palais de la Présidence au Plateau, en présence de Pascal Abinan Kouakou et Sian-dou Fofana, respectivement

ministre de l'Emploi et de la Protection sociale et ministre du Tourisme et des Loisirs, fils de la région. Au terme donc de cette entrevue, des représentants du royaume du Djuablin avec le Chef de l'Exécutif, Nanan Amian Kablan Dié II, le porte-parole de la délégation a dit être là pour exprimer leur reconnaissance et gratitude au Président de la République pour non seulement les honneurs et la

considération qu'il ne cesse de manifester à la reine-mère, mais aussi pour les actions de développement qu'il a engagées dans la région du Djuablin pour améliorer les conditions de vie des populations. « Nous sommes venus voir le Président pour lui dire d'abord un grand merci pour tout ce qu'il a fait pour le peuple du Djuablin, à travers la reine-mère et les chefs de villages. Il a beaucoup fait



Accolade entre le Chef de l'État et la reine mère, signe de leur joie de se voir.

le peuple Djuablin et Abbey. Nous voulons parler des infrastructures », a-t-il confié à la presse.

Nanan Amian Kablan Dié II a également fait savoir que leur visite à la première autorité de la Côte d'Ivoire, consistait à lui traduire leurs remerciements pour l'honneur qu'il a fait au Djuablin en nommant ses fils à des fonctions ministérielles afin que ceux puissent apporter leur pierre

à la construction de la nation ivoirienne. « Le Chef de l'État nous a donné des ministres. Vraiment nous sommes venus pour lui dire merci pour cela. Quand quelqu'un fait quelque chose pour toi, il faut être reconnaissant », s'est-il exprimé.

Le vice-Président de la République, Daniel Kablan était à côté du premier des Ivoiriens à la réception de la délégation venue du royaume

du Djuablin. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène Aka Acoulé, le ministre de la Culture et de la Francophonie, Maurice Bandaman, le ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba ont également pris part à la rencontre. ■

KANATÉ MAMADOU

Droits de l'Homme

Des diplomates s'imprègnent des réalités auprès du Cndh

Le coordonnateur résident du système des Nations unies, Philippe Poinot, l'ambassadeur des États-Unis en Côte d'Ivoire, Richard Keith Bell et une délégation de la Cour de justice de la Cedeao conduite par son président, l'honorable juge Edward Amoako Asanté étaient le mercredi 19 février 2020, au siège du Conseil national des droits de l'homme (Cndh), à Cocody II-Plateaux les Vallons. Ces personnalités ont eu, à tour de rôle, des séances de travail avec la présidente du Cndh, Mme Namizata Sangaré, accompagnée de ses plus proches collaborateurs. Au sortir des échanges, Philippe Poinot a évoqué les sujets abordés. « La présidente et toute son équipe m'ont reçu aujourd'hui et nous avons discuté des

questions des droits de l'homme en Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré.

Il s'est voulu plus précis : « Nous avons eu à parler de la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel et des plaidoyers à faire pour que ses recommandations soient mises en œuvre dans les meilleurs délais », a-t-il détaillé.

Au dire du fonctionnaire de l'Onu, les discussions ont également porté sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour permettre au Cndh d'accéder, au plus vite, au statut tant recherché de conformité avec les principes de Paris sur les commissions indépendantes nationales. « J'ai encouragé l'équipe du Cndh à continuer les efforts, en termes de rapports, d'examen et d'activités, qui lui permet-

tront d'être reconnu, en tant que tel », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le coordonnateur-résident du système des Nations unies a affirmé qu'il a évoqué avec la responsable du Conseil national des droits de l'homme, des « partenariats possibles » avec les structures onusiennes qui travaillent sur les questions des droits de l'homme. « Nous serons aux côtés du Cndh, dans la mesure de nos moyens, pour l'accompagner à faire son travail », a-t-il conclu. Pour sa part, Namizata Sangaré a affirmé qu'elle a présenté la structure qu'elle dirige et la manière dont elle est présente sur l'ensemble du pays, à travers ses 31 commissions installées dans les différentes régions. « Nous avons profité de cette occasion pour solliciter l'accompagnement du système

des Nations unies, pour mener à bien notre mandat », a-t-elle souligné.

Dans l'après-midi, c'est l'ambassadeur des États-Unis qui a été l'hôte du Cndh. Au terme de la séance de travail avec Namizata Sangaré et son staff, il a fait cette déclaration : « L'ambassade des États-Unis, tout comme toutes nos ambassades, à travers le monde, s'intéresse à la situation des droits de l'homme, pour être sûr d'être toujours mieux informée, et encourager les progrès de ce pays ami. Nous avons donc discuté de plusieurs volets des activités du Cndh, ainsi que de la possibilité de travailler ensemble », a souligné Richard Keith Bell.

Aux environs de 16h, une délégation de la Cour de justice de la Cedeao a été reçue par le Conseil natio-



Le coordonnateur résident du système des Nations unies entouré des membres du Cndh. (PHOTO : D.R.)

nal des droits de l'homme. Conduite par son président, l'honorable juge Edward Amoako Asanté, elle était composée du vice-président Gbenibe Ouattara, de trois

autres juges et de deux greffiers, selon les informations confiées par la cellule de communication du Cndh. ■

MARCEL APPENA

Poursuite de la lutte contre la pauvreté en 2020

Les trois grands défis du gouvernement

Ci-dessous l'intégralité des propos liminaires du Chef du gouvernement Amadou Gon Coulibaly face aux médias.

C'est avec un très grand plaisir que je vous retrouve aujourd'hui. Comme vous le savez, le séminaire gouvernemental pour l'adoption du Programme d'actions prioritaires du gouvernement s'est tenu le 26 janvier 2020, sous la haute égide du Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara.

C'est pourquoi, il est important de vous rencontrer, chers représentants des médias nationaux et internationaux, afin de partager avec vous et nos concitoyens les informations au sujet de l'ensemble des défis de l'année 2020 ainsi que le plan d'action gouvernemental dédié à cet effet. Le Président de la République, S.E.M. Alassane Ouattara, a présenté le bilan de sa gouvernance à la tête du pays depuis 2011.

Nous devons retenir de ce bilan exceptionnel les avancées suivantes :

- La Côte d'Ivoire a retrouvé sa stabilité. Notre pays est en paix ;
- La Côte d'Ivoire est de nouveau présente dans le concert des Nations en développement. Elle est en très bonne place ;
- Les progrès sociaux pour l'amélioration du bien-être de l'ensemble des populations sont indéniables. Et cela s'intensifie depuis 2019, grâce au PSGouv ;
- Depuis 2012, le taux de croissance s'est régulièrement maintenu à plus de 8%. Il est actuellement l'un des plus élevés au monde. Véritable témoin de la vitalité de notre économie ;
- Dès 2015, ces performances ont permis d'inverser les courbes du taux de chômage et du taux de pauvreté qui sont restées croissantes depuis 1985.

Selon les résultats provisoires de la toute dernière enquête sur le niveau de vie des ménages, le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire se situe à 37,2% en 2018, contre 51 % en 2011, en dépit des conséquences socio-économiques de la décennie de crise politico-militaire.

Selon nos prévisions, ce taux se situerait à environ 35% à fin 2020.

Aussi, mon propos liminaire s'articulera-t-il autour de deux points : à savoir :

1- L'orientation de l'action socio-économique gouvernementale pour 2020 ;



2- Les défis liés aux échéances électorales de 2020.

Mesdames et Messieurs, Chers amis de la presse,

Au cours de l'année 2020, le gouvernement amplifiera la dynamique entamée depuis 2011. D'importants défis seront de nouveau relevés :

Notre premier défi est d'assurer la paix et la sécurité sur tout le territoire national. Il s'agit également d'assurer la sécurité à nos frontières dans un contexte sous-régional marqué par des attaques terroristes.

Notre deuxième défi concerne la poursuite des grands programmes en cours de réalisation afin d'amplifier les impacts attendus de l'action gouvernementale, notamment en direction des populations et des couches les plus défavorisées. Nous devons veiller à l'accélération de la mise en œuvre du Programme social du gouvernement qui donne déjà des résultats satisfaisants.

Dans le domaine de la santé, il s'agit d'accélérer la mise en œuvre du Programme Présidentiel Hospitalier qui a donné lieu à d'importantes conventions qu'il faudra exécuter avec célérité. La Couverture Maladie Universelle (CMU) connaîtra son régime de croisière par la parfaite coordination et la mise en œuvre de toutes ses composantes. Il s'agit notamment de la demande de soin par l'enrôlement des bénéficiaires, de l'offre des soins par l'achèvement des réhabilitations

entamées et de la question de l'accès aux médicaments. La question de l'eau potable sera également l'une de nos priorités en 2020, car en dépit des efforts entrepris, les besoins à satisfaire demeurent encore nombreux et nécessitent d'importants investissements.

Enfin, le gouvernement devra poursuivre ses efforts dans tous les domaines de l'action sociale. Nous devons non seulement améliorer l'offre de services publics en matière d'éducation, d'électrification, d'assainissement et de transports, mais également mettre en œuvre des politiques plus efficaces pour la promotion d'emplois décents pour les jeunes et l'autonomisation des femmes.

Dans le cadre du PSGouv, et conformément aux nouvelles orientations du Président de la République, le gouvernement poursuivra ses efforts :

- En agissant sur les prix des produits de première nécessité afin d'améliorer le quotidien des Ivoiriens ;
- En apportant le soutien de l'Etat à plus de familles vulnérables, à travers les filets sociaux productifs ;
- En améliorant les conditions d'études de nos enfants du primaire, du secondaire et du supérieur ;
- En veillant à ce que plus aucune femme en Côte d'Ivoire ne perde la vie en couches. Nous fournirons encore plus d'efforts dans le suivi plus rigoureux des grands chantiers d'infrastructures en cours. Ces travaux constituent le socle de la transformation et de la modernisation de notre

processus de planification, d'exécution et de redevabilité. Notre quatrième défi concerne la poursuite des réformes entreprises pour l'amélioration du climat des affaires et notre développement agro-industriel.

Dans cette perspective, un suivi rigoureux des réformes du Doing Business devrait constituer un point d'attention majeur.

Par ailleurs, nous intensifions le suivi des conventions signées, à l'effet d'augmenter significativement nos capacités de transformation de nos matières agricoles.

Comme vous l'aurez constaté, en 2020, votre gouvernement travaillera encore plus pour vous.

Et nous ferons également tout notre possible, en vue d'atteindre les objectifs globaux du PND 2016-2020.

Mesdames et Messieurs, Chers amis de la presse,

Ce n'est un secret pour personne, 2020 est une année électorale en Côte d'Ivoire, avec pour point d'orgue l'élection présidentielle prévue pour le samedi 31 octobre 2020.

En ce qui concerne la révision du code électoral, après la mise en place de la Commission électorale indépendante, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, a instruit le gouvernement à l'effet de poursuivre le dialogue politique avec les acteurs de la vie politique nationale ainsi que ceux de la société civile.

Les échanges ont débuté le 09 janvier 2020. J'ai procédé le lundi 17 février 2020 à la clôture des discussions qui ont permis de dégager des points de convergence sur le parrainage citoyen, le relèvement de la caution pour l'élection présidentielle, l'abaissement du taux de suffrages exprimés pour le remboursement de la caution et la prise de dispositions mettant fin à la transhumance des électeurs. Bien entendu, nous avons également enregistré des points de divergence et des recommandations communes pour une bonne organisation du scrutin.

Les conclusions de ces discussions seront examinées par le Conseil des Ministres présidé par Son Excellence Monsieur le Président de la République. Le Projet de Loi qui en sera issu sera transmis au Parlement.

Je voudrais en appeler, à nouveau, au sens de la responsabilité de chacun, pour la tenue d'élections libres, transparentes et apaisées. Il n'existe aucune alternative à la nécessité de tout mettre en œuvre pour consolider la paix et la cohésion sociale.

Les enjeux politiques ne seront en aucun cas un obstacle à la construction de notre pays, et ce, pour les générations futures.

C'est sur ces mots que je voudrais clore mon propos et lancer nos échanges que je souhaite ouverts et fructueux.

Je vous remercie de votre aimable attention ■



Plusieurs membres du gouvernement ont suivi la conférence du Premier ministre.

(PHOTO: HONORÉ BOSSON)